

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

OPÉRATIONS

Gabon, partenaire historique

FOCUS DÉFENSE

Forum de Dakar,
un rendez-vous attendu

DOSSIER

La Défense,
moteur
de réussite sociale



BASE ARRIÈRE

Parce que protéger ne s'improvise pas,

Unéo facilite, pour ses adhérents, l'accès à des soins de qualité à des coûts maîtrisés : des réseaux de soins regroupant des professionnels de santé qui pratiquent le tiers payant mais aussi des tarifs encadrés et négociés.

Des services, notamment en optique et en dentaire, qui limitent le reste à charge et permettent ainsi à chacun de se soigner près de chez lui, au juste prix.

Parce qu'entre militaires, nous nous protégeons les uns les autres.

La protection mutuelle qui nous rend fiers

SANTÉ • PRÉVENTION • ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Mutuelle
Référéncée
Ministère
De la Défense

Unéo, la mutuelle
des forces armées

TERRE - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTIONS & SERVICES



LA DÉFENSE DE VOTRE SANTÉ

Pour nous contacter : 0970 809 709 (appel non surtaxé) - www.groupe-uneo.fr

4 Interview de l'amiral Rogel, chef d'état-major de la Marine

OPERATIONS

8 La Marine dans Chammal

10 Gabon, partenaire de premier plan

FOCUS TECHNOLOGIE

20 Pales Blue Edge : en toute discrétion

FOCUS DEFENSE

22 Cyberespace : un théâtre d'importance vitale

24 Parcours Défense-entrepreneurs

28 La Légion étrangère cultive la solidarité

32 Climat et Défense : quels enjeux ?

34 DRM recherche experts

36 Jeux mondiaux militaires d'été : un palmarès d'exception

38 Forum de Dakar, un rendez-vous attendu

DOSSIER

42 La Défense, moteur de réussite sociale

DETOURS

56 Culture. Les musiciens dans la tourmente

60 Portrait. Chef au long cours

62 Histoire. La guerre au siècle des lumières

66 Kiosque

MOYENS REGROUPÉS ET MOBILISATION

ÉDITORIAL



REMI CONNAN@DICO

Le regroupement des commandements et directions du ministère de la Défense à Balard, inauguré officiellement le 5 novembre, s'est fait sans jamais relâcher l'effort opérationnel, avec un nombre considérable de militaires engagés simultanément sur les théâtres d'opérations extérieures et sur le théâtre national.

Dans le cadre de ses engagements militaires pour la sécurité internationale, la France est notamment engagée en Afrique dans les opérations Barkhane et Sangaris et, au-delà, dans le renforcement des liens de coopération avec tous les pays de la région pour développer la sécurité du continent. C'est le cas sur un plan bilatéral avec la coopération opérationnelle avec le Gabon, évoquée dans ce numéro, et sur un plan multilatéral avec le Forum de Dakar, dont la 2^e édition va permettre d'examiner avec l'ensemble des partenaires africains la réponse collective aux menaces communes.

Le rôle de la Marine, qui est un des acteurs clés dans Chammal, est largement abordé à travers l'interview du chef d'état-major de la Marine. L'amiral Rogel explique comment celle-ci maintient et développe ses capacités opérationnelles à travers le plan de transformation « Horizon Marine 2025 ».

Sur le théâtre national, l'engagement des forces françaises pour armer dans la durée l'opération de protection de points sensibles à la menace terroriste a été reconnu par la nation à travers la création d'une agrafe Sentinelle à la médaille de la protection militaire du territoire. Les premières décorations ont été remises le 4 novembre par le ministre de la Défense.

Parallèlement, un renforcement de la citoyenneté et du lien armées-nation s'est concrétisé par le lancement d'une expérimentation du service militaire volontaire pour les jeunes les plus désarmés. Le premier centre, situé à Montigny-lès-Metz, a été inauguré par le président de la République et le ministre de la Défense, c'est un des aspects évoqués dans notre dossier « La Défense, moteur de réussite sociale ».

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Chef du département rédactions** : lieutenant-colonel (air) Philippe Labourdette-Liaresq. **Rédactrice en chef** : Xave Gaspard Di Borgo. **Rédactrice en chef adjointe** : capitaine (terre) Flora Cantin (09 88 67 29 10). **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction** : Yves Le Guludec, Patrice Mayon (KeyGraphic). **Graphiste** : Brigitte Dubois (KeyGraphic). **Chef des reportages** : adjudant (air) Lionel Gioda (29 43). **Rédaction** : Carine Bobbera (29 09), Éléonore Krempff (29 01), lieutenant de vaisseau (marine) Sandra Lewinski (29 03), Samantha Lille (29 04), enseignante de vaisseau (marine) Camille Martin (29 12), Domenico Morano (29 26), capitaine (terre) Candice Thomassin (29 08). **Prestations extérieures** : Noémie Beillon, Thierry Widemann. **Service photo** : Claire Lebertre (29 22), maréchal des logis-chef (terre) Rym Senoussi (29 23). **Service icône** : Christophe Deyres (29 21), Carole Vennin (29 24). **Chef de fabrication** : Jean-François Munier (09 88 68 61 80). **Photogravure** : KeyGraphic. **Impression** : Groupe Maury Imprimeur. **Route** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. Dico, 60 Boulevard du Général Martial Valin – CS21623, 75509 Paris Cedex 15. **N°ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit** : sergent-chef (air) Grégory Garcia : 09 88 67 24 12/gregory.garcia@intradef.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD)** : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture** : Rym Senoussi@Dico.

Entretien avec l'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la Marine nationale

« Avec Horizon Marine 2025, les marins seront au cœur de la transformation »

L'amiral Bernard Rogel, chef d'état-major de la Marine, livre les grandes lignes du plan « Horizon Marine 2025 ». Réception de nouveaux équipements de haute technologie, gestion modernisée des parcours professionnels, optimisation des réponses aux défis opérationnels font partie de la feuille de route.

En décembre 2014, vous avez présenté « Horizon Marine 2025 », un nouveau plan pour les dix prochaines années. Quels en sont les objectifs et les grandes étapes ?

Le Livre blanc de 2013 a fixé un cap. La loi de programmation militaire 2014-2019 est la feuille de route à mettre en œuvre. « Cap 2020 » en est la déclinaison pour les armées, « Horizon Marine 2025 » le plan stratégique pour la Marine nationale. Celui-ci est composé de quatre volets : « Bâtir », « Être marin », « Adapter » et « Agir ».

Le premier champ, « Bâtir », anticipe le fait qu'en 2025, la Marine aura renouvelé la plupart de ses capacités pour faire face aux nouveaux enjeux et menaces en mer. L'accueil dans les forces des nouveaux équipements s'accompagne d'un indispensable travail d'adaptation des infrastructures d'accueil, des savoir-faire des équipages, des outils de préparation opérationnelle, de la doctrine et du maintien en condition opérationnelle. Avec « Être marin », la Marine continue de réformer en profondeur sa politique et sa gestion des ressources humaines. Elle adapte ses compétences et ses

parcours professionnels à une armée fortement automatisée, aux effectifs resserrés. Elle transforme ses processus RH tout en maintenant l'attractivité de ses filières. Elle préserve la qualité du dialogue avec ses marins.

« Adapter », troisième volet d'« Horizon Marine 2025 », consiste à faire évoluer les organisations de la Marine pour garantir leur efficacité et leur efficacité dans un contexte de contraintes sur les effectifs et de réformes interarmées.

Enfin, le domaine « Agir » concerne la tenue du contrat opérationnel : aujourd'hui comme demain, la Marine devra répondre avec un haut degré de réactivité aux sollicitations opérationnelles, pour conduire des missions proches et lointaines, de haute et de basse intensité, seule, en interarmées, ou dans le cadre d'une coalition.

La phase de conception et de décision du plan « Horizon Marine 2025 » est maintenant derrière nous. Sa mise en œuvre est engagée : toutes les énergies sont mobilisées en ce sens. Avec ce plan, la Marine opère un profond changement de structure, une révolution plus qu'une évolution.

Qu'est-ce que ce nouveau modèle va changer pour les marins à court et moyen terme ?

Au cours des années à venir, les marins seront au cœur de cette transformation en profondeur. Ils accompagneront le mouvement et en verront les effets dans de très nombreux aspects de leur vie quotidienne.

Les équipements qu'ils mettent en œuvre effectuent un saut générationnel : les équipages qui arment les premières frégates multimissions (Fremm) ou les flottilles de Caiman Marine peuvent en témoigner. La technicité des matériels qu'ils emploient s'accroît. Leurs compétences techniques évoluent en conséquence.

L'individualisation et la valorisation des parcours de carrière sont déjà en marche. Depuis cette année, chaque marin est géré selon une logique « métier » et suivi par un seul gestionnaire tout au long de sa carrière. Les marins peuvent maintenant faire valider les compétences acquises en unité : cette validation compte dans l'obtention de leurs brevets militaires. Ils ont également la possibilité d'acquérir par

Interview



S. GHESQUIERE@MARINE NATIONALE

L'amiral Bernard Rogel sur le bâtiment de projection et de commandement *Dixmude* lors de la mission *Jeanne d'Arc* 2012.

équivalence des diplômes civils : cela concerne plus de 2000 d'entre eux tous les ans.

Dans le cadre de la simplification administrative, un coffre-fort électronique sera mis en œuvre demain. Cet outil innovant permettra au personnel de dialoguer avec son administration via un espace sécurisé et d'échanger des documents personnels.

Les quelques aspects que je viens de vous livrer font partie de cette transformation en profondeur de la Marine. Dans ce paysage très mouvant, les marins ont aussi besoin de conserver un certain nombre de repères. Je pense à notre identité et notre culture, forgées par le milieu particulièrement exigeant dans lequel nous évoluons. Je pense également à nos valeurs, comme l'es-

prit d'équipage. Je suis très attentif à la préservation de ces amers remarquables, essentiels pour maintenir la combativité et affronter les tempêtes.

Comment ce nouveau modèle se décline-t-il en termes d'équipements ?

Le format de la Marine est décliné dans le Livre blanc de 2013. Des choix ont été réalisés dans la définition de ce format, qui est un compromis entre l'ambition nationale et le nécessaire effort de redressement des comptes publics. Il permet de continuer à agir dans l'ensemble du spectre des missions, de la haute à la basse intensité, de la défense à la sécurité, dans les cinq fonctions stratégiques, mais dans un format plus resserré.

La Marine de 2025 sera fortement automatisée, mettant en œuvre des systèmes de haute technologie, avec des équipages optimisés (on passe d'un équipage de 250 membres pour une frégate d'ancienne génération à environ 100 pour une *Fremm*). Dotée de toute la palette capacitaire, elle sera capable, comme aujourd'hui, d'agir en permanence dans quatre milieux (sur l'eau, sous l'eau, dans les airs et sur terre), à travers l'ensemble du globe. Elle restera une marine hauturière, à vocation mondiale.

Ses performances seront accrues : allongée, fulgurante, capacité à durer... À titre d'exemple, le missile de croisière naval (MdCN), qui sera emporté par les *Fremm* et le sous-marin *Barracuda*, permettra de réaliser des frappes ■■■



S. DZIOBA/MARINE NATIONALE

Revue navale du 15 août 2014, au large de Toulon, lors de la célébration du 70^e anniversaire du débarquement de Provence.

■■■ terrestres dans la profondeur. Il offrira ainsi une nouvelle capacité stratégique dans la palette des options mises à la disposition du chef des armées. La Marine de 2025 fera appel aux drones, ainsi qu'aux domaines cyber et spatial. Elle restera également nucléaire. Je résumerai ses caractéristiques sous l'acronyme Vipere: vigilance, interopérabilité, permanence, endurance, réactivité, excellence.

Un certain nombre de programmes d'équipement sont aujourd'hui en cours : Fremm, Barracuda, MdCN, Atlantique 2 modernisés, Caïman Marine, Rafale au standard F3, bâtiments multimissions, bâtiments de soutien et d'assistance hauturiers, embarcations commando à usage multiple embarquable... Ces équipements feront partie de la palette de nos capacités en 2025. La Marine doit aujourd'hui réussir la transition entre équipements d'ancienne et de nouvelle génération: c'est pour elle un défi majeur.

Quelles sont les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur les opérations de la Marine ?

Dans un contexte stratégique fortement évolutif, notre armée est aujourd'hui présente en permanence dans quatre à cinq zones, là où le Livre blanc n'en prévoyait que « une à deux ». Cette situation est susceptible de durer: elle nous impose de faire des choix.

La Marine d'aujourd'hui, comme celle de demain, c'est la « Marine 3 + 1 ».

Elle intervient dans nos zones d'intérêt loin du théâtre national. Elle contribue aux opérations de lutte contre le terrorisme dans le golfe Arabo-Persique (Chammal) et au Sahel (Barkhane). Elle participe à l'opération Atalante de lutte contre la piraterie en océan Indien. Dans le golfe de Guinée, elle veille sur nos intérêts et appuie les pays riverains dans leurs efforts pour renforcer la sécurité en mer (mission Corymbe). Lorsque c'est nécessaire, elle intervient pour évacuer nos ressortissants (Libye, juillet 2014, Yémen,

avril 2015). Elle renseigne nos autorités politiques sur la situation à terre et en mer dans les zones de crise (Méditerranée orientale). Elle contribue à entretenir la connaissance des théâtres qui présentent un intérêt stratégique particulier (grand Nord). Elle affirme partout dans le monde la volonté de l'État français d'assumer ses responsabilités et d'œuvrer pour la paix et la stabilité.

La Marine contribue à la protection du territoire national, de nos espaces maritimes et de leurs approches. Depuis nos côtes et en mer, elle surveille ces espaces. Appuyés par un dispositif d'alerte permanent, les bâtiments et les aéronefs qui y sont déployés interviennent pour des missions de sécurité et de défense: sauvetage en mer, police des pêches, lutte contre les trafics

correspond à la permanence. Le caractère permanent de nos opérations est un facteur de réactivité. On l'a vu en Libye et au Yémen avec l'évacuation en moins de 24 heures de nos ressortissants pris dans les combats. La permanence apporte la connaissance des théâtres et l'anticipation. Elle fait de la Marine un acteur essentiel dans la prévention des conflits dans de nombreux endroits du globe.

Votre état-major a quitté un lieu historique pour rejoindre le nouveau siège du ministère à Balard. Qu'attendez-vous de ce regroupement ?

Notre état-major s'est installé à Balard début juillet, après 226 années passées entre les murs de l'hôtel de la Marine.

« Dans un contexte stratégique fortement évolutif, notre armée est aujourd'hui présente en permanence dans quatre à cinq zones. »

illicites, déminage, contre-terrorisme maritime, sûreté de nos approches... Toujours dans le cadre de ce volet, elle assure la protection de ses emprises, qui comprennent ses installations nucléaires (plan Cuirasse).

La Marine dissuade. La dissuasion est la garantie ultime de notre sécurité et le gage de notre indépendance nationale et de notre liberté d'action. Elle met en œuvre la composante océanique de la dissuasion, avec la force océanique stratégique et ses quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Elle contribue à la composante aérienne à travers la force aéronavale nucléaire. L'ensemble de ses forces participe à la mission de dissuasion. Intervention, protection, dissuasion: c'est ce que j'appelle la Marine « 3 + 1 ». Le « + 1 »

Passer de ce site à Balard, c'est un peu comme de passer d'un vaisseau de 74 canons à une Fremm.

Avec Balard, nous sommes aujourd'hui dans une nouvelle étape de l'interarmisation. Nous devons saisir cette opportunité pour fluidifier les échanges entre armées et renforcer encore la cohérence et la cohésion de notre outil de défense.

Cependant, interarmiser ne doit pas être synonyme d'uniformiser. Chaque armée possède sa culture, son identité, ses usages et ses traditions. Celles-ci sont forgées par le milieu dans lequel elle évolue. Cette culture et cette identité contribuent à l'efficacité de notre outil. Il convient de les préserver, dans un souci d'ouverture à l'autre. ■

Propos recueillis par la rédaction



La Marine dans Chammal



Engagée dès les premières heures de l'opération Chammal, la Marine nationale a étoffé ses moyens avec l'arrivée le 24 septembre dans le golfe Arabo-Persique de la frégate antiaérienne (FAA) *Cassard*. Après un arrêt technique de sept mois au cours duquel ses senseurs ont été modernisés, le bâtiment a intégré le groupe aéronaval américain CSG 12, constitué autour du porte-avions américain *Theodore Roosevelt*. Dans le cadre du commandement d'une zone de défense aérienne au profit du Centre de coordination des opérations aériennes d'Al Udeid (Qatar), le *Cassard* a en charge la surveillance de l'activité aérienne civile et le contrôle de l'activité aérienne militaire autour du golfe. En parallèle, il participe en tant qu'escorteur à la protection du porte-avions américain. La FAA *Jean-Bart* avait assuré la même mission entre octobre 2014 et janvier 2015, avant de céder la place au porte-avions *Charles-de-Gaulle*. Le groupe aéronaval

constitué autour de ce dernier avait réalisé 800 catapultages et appontages, parcouru 10 000 nautiques et participé à 15 ravitaillements à la mer.

Durant l'été, l'avion de patrouille Atlantique 2, qui effectuait jusque-là des missions d'intelligence, de reconnaissance et de surveillance plusieurs fois par semaine (soit une centaine de missions au-dessus de l'Irak pour plus de 1 000 heures de vol), a utilisé sa capacité offensive.

Le dispositif complet de Chammal est actuellement structuré autour de 12 avions de chasse de l'armée de l'Air (6 Rafale, 3 Mirage 2000D, 3 Mirage 2000N) et d'un avion de patrouille maritime Atlantique 2. Il peut être renforcé par des moyens de ravitaillement (KC135) ou de contrôle aérien Awacs (E3F). Il mobilise 700 militaires et repose sur deux volets complémentaires : un volet aérien (mission de frappe et de renseignement) et un volet formation (conseil et instruction aux forces irakiennes ainsi qu'aux peshmergas).

Gabon

Partenaire

de premier plan



Des officiers en stage d'état-major préparent le point de situation qu'ils auront à présenter dans un centre opérationnel reconstitué au camp de Gaulle, à Libreville.



Stratégiquement situé en Afrique centrale, le Gabon représente depuis près de cinquante ans un allié de choix pour la France sur le continent. Une relation qui s'est encore renforcée lorsque les Forces françaises au Gabon ont été rebaptisées, en 2014, Éléments français au Gabon, faisant du pays un pôle opérationnel de coopération régionale.

PAR SAMANTHA LILLE - PHOTOS : RYM SENOUSI/DICOD

Au cœur de la coopération en Afrique centrale

En plus de leurs missions d'appui opérationnel et de veille stratégique, les 450 hommes qui composent les Éléments français au Gabon offrent d'accompagner une dizaine de pays de la région dans leur formation afin d'assurer le renforcement de leur sécurité. Près de 180 formations sont actuellement proposées.



Des stagiaires en maintenance auto engins blindés se forment sur un véhicule léger tout-terrain P4 au camp de Gaulle.



PHOTOS: R. SENOUSS@DICO

Le colonel d'Eimar de Jabrun, chef de corps du 6^e BIMA, remet une attestation de stage à un récipiendaire.

Situé en Afrique centrale, traversé par l'équateur, le Gabon occupe une position stratégique. La France y déploie des forces armées depuis l'indépendance du pays, en 1960. « *Nos relations avec les Gabonais sont d'autant plus solides qu'elles sont régulièrement entretenues par les plus hautes autorités politiques des deux nations* », souligne le colonel Lionel Paillot, attaché de défense auprès de l'ambassade de France au Gabon.

Au fil des années, la confiance entre les deux partenaires est restée intacte et leur volonté de renforcer leur lien a été réaffirmée en 2010 avec la signature d'un traité de coopération rénové en matière de défense. Alors que les forces françaises réorganisent leur dispositif en Afrique, le dialogue établi avec leurs homologues gabonais a permis de faire évoluer leur présence en confortant la relation. Ainsi, le 1^{er} septembre 2014, les Forces françaises au Gabon ont officiellement été rebaptisées Éléments français au Gabon (EFG), devenant un pôle opérationnel de coopération (POC) régionale sur le modèle des Éléments français au Sénégal.

Répondre de façon ciblée aux besoins

Tout en restant un point d'appui opérationnel et en assurant une mission de veille stratégique, les EFG, forts de 450 hommes stationnés à Libreville, accompagnent désormais les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale* dans le renforcement de leur sécurité collective. Leurs actions permettent d'appuyer la formation des contingents de ces nations, et par conséquent de soutenir leur engagement dans des opérations de maintien de la paix, comme la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Cet appui prend essentiellement la forme de détache-

ments d'instruction opérationnelle et technique, et inclut des entraînements communs. Le programme des activités est décidé conjointement par les EFG et les pays partenaires afin de répondre de façon ciblée à leurs besoins, à partir d'un catalogue de plus de 180 formations conduites soit dans la capitale gabonaise, soit au sein des nations demandeuses.

Donner une efficacité opérationnelle immédiate

Principal organisateur de ces formations : le groupement de coopération opérationnelle, armé par le 6^e bataillon d'infanterie de marine (BIMa). Véritable pôle d'excellence, il est soutenu par les différentes directions et services interarmées présents sur le camp de Gaulle, à Libreville, et dispose de spécialistes ayant été récemment déployés dans la bande sahélo-saharienne, en Centrafrique, en Afghanistan ou en Irak. « *Leur expérience opérationnelle représente une véritable plus-value pour les stagiaires qui viennent acquérir des savoirs dans des domaines très précis* », souligne le colonel François d'Eimar de Jabrun, commandant le 6^e BIMa. « *L'objectif est bien de donner à ces nations une efficacité opérationnelle immédiate sur le terrain dans des secteurs comme la lutte antiterroriste, le contrôle des frontières terrestres et maritimes, la préparation des échelons de commandement avant projection, le renseignement et la logistique* », précise le général Vincent Guionie, commandant les EFG. Enfin, le POC gabonais dispose également d'une expertise « jungle » avec son Centre d'aguerrissement outre-mer et étranger, particulièrement apprécié des stagiaires internationaux.

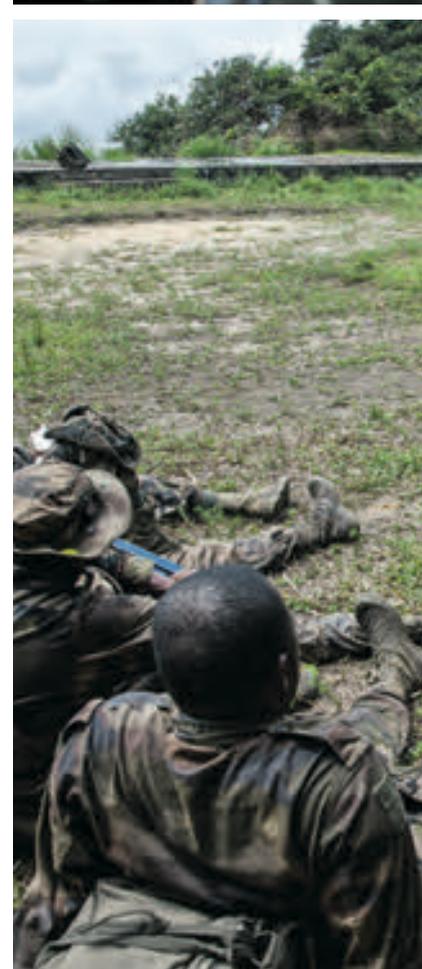
*Pays membres : Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad, São Tomé-et-Príncipe.

Solidaires dans la jungle

Une trentaine de stagiaires venus du Congo, du Tchad et du Gabon ont effectué durant quinze jours un stage de combat jungle au Centre d'aguerrissement outre-mer et étranger. Durant une journée, *Armées d'aujourd'hui* a suivi ces hommes qui, sous le regard de leurs formateurs français, ont affronté ensemble les épreuves d'un parcours tactique éprouvant.

PAR SAMANTHA LILLE - PHOTOS : RYM SENOUSI/DICOD





« Le groupe, c'est un état d'esprit. On surmonte les difficultés, on domine la douleur et ça passe. »

En haut à gauche : l'adjudant-chef Lombo donne des instructions à ses hommes pour le parcours tactique.

En haut au centre : un soldat se hisse sur un tronc d'arbre avec l'aide de ses camarades.

En haut à droite : passage d'obstacles au-dessus de la mangrove.

Ci-dessus : le caporal-chef « Papaye », moniteur commando, supervise l'un des exercices.

Ci-contre : l'adjudant « Duke » fait le point sur le parcours tactique effectué par les stagiaires.



> forces en action

« **N**ous partons du principe que vous êtes sur une base opérationnelle avancée et que le renseignement a été confirmé par un drone. Il s'agit d'une mission d'opportunité », explique l'adjudant « Loom », chef du Centre d'aguerrissement outre-mer et étranger (Caome), à une trentaine d'hommes originaires du Congo, du Tchad et du Gabon qui écoutent attentivement le scénario de l'exercice. Ils participent au stage international de combat jungle organisé pendant quinze jours par les Éléments français au Gabon du Caome, situé à 20 kilomètres de Libreville, la capitale gabonaise. Avec plus de 80 % de son territoire couvert d'une forêt équatoriale, le pays représente un terrain idéal d'entraînement en milieu inhospitalier.

Dépassement de soi et solidarité

Aujourd'hui, les stagiaires doivent réussir un parcours tactique. Après avoir pris des notes, l'adjudant-chef congolais Lombo réunit ses hommes. Il a été désigné pour être l'un des trois chefs de groupe de cette mission. « *Disposition de combat, formation en colonne ! On se magne !* » Il faut tour à tour aller chercher du renseignement, franchir des obstacles, planifier un assaut ou encore évacuer un blessé, le tout dans une zone hostile. Une matinée d'efforts que ces soldats attendaient, car tous savent que les savoir-faire acquis ici leur serviront. C'est notamment le cas pour les unités gabonaises qui vont ainsi renforcer leur capacité en sécurité intérieure, mais aussi être déployées dans des opérations de maintien de la paix.

Au débriefing, l'adjudant « Duke » salue un bel assaut, mais pointe du doigt un réel manque d'organisation : « *J'avais l'impression que sur la piste collective vous étiez en mode individuel.* » « *Les remarques sont fondées* », concède le chef de groupe Lombo, qui connaît bien les militaires français pour avoir suivi des formations en métropole.

Les stagiaires retrouvent la solidarité qui leur manquait pour le parcours d'obstacles qu'ils vont effectuer dans la mangrove. « *Ils doivent passer avec de la cohésion, de la rusticité et du dépassement de soi* », rappelle l'adjudant « Loom ». Utilisant cordes à nœuds et tyroliennes, les soldats ne lâchent rien. « *Le groupe, c'est un état d'esprit. On surmonte les difficultés, on domine la douleur et ça passe* », lance l'un d'eux, trempé mais fier d'avoir donné le meilleur de lui-même. Le premier groupe terminera la piste en 1 h 46, le second en 2 h 11. Mission réussie. ■



30/09-11/10 SAHEL OPÉRATION TRIPARTITE À LA FRONTIÈRE NIGÉRO-MALIENNE ET ACTIONS CIVILO-MILITAIRES



Durant près de 15 jours, l'opération transfrontalière Djiguifa a réuni quelque 350 militaires dont 210 militaires maliens, 90 nigériens et 40 français (Barkhane) dans un périmètre d'action de 11 700 km², s'étendant du sud-est d'Ansango

(Mali) au nord de Niamey (Niger). Dans le cadre de la lutte contre les groupes armés terroristes, la mission consistait à contrôler les principales zones de passage de la frontière entre le Mali et le Niger par des interventions simultanées et coordonnées. Plusieurs actions civilo-militaires ont

également été menées dans des villages isolés. Elles se sont traduites par des dons de kits scolaires et de médicaments, ainsi que par l'inauguration du puits d'Amalaouaou, au Mali, récemment construit par les militaires français. Les équipes médicales militaires française et malienne ont également allié leurs compétences dans le cadre d'une aide médicale apportée à la population. Sur le plan tactique, les forces ont conduit conjointement l'opération à partir du poste de commandement tripartite déployé à Gao dans le camp des forces armées maliennes.

30/09 FRANCE ESSAI EN VOL D'UN MISSILE BALISTIQUE STRATÉGIQUE M51



La Direction générale de l'armement a effectué, depuis le site de Biscarrosse, dans les Landes, un essai en vol du missile balistique stratégique M51. Celui-ci a été effectué sans charge nucléaire. Ce tir entre dans le cadre du développement de la nouvelle version du missile M51 inscrit dans les objectifs de la loi de programmation militaire 2014-2019. Le passage de l'ensemble de la force océanique stratégique à cet armement est prévu d'ici la fin de la décennie.

08/10 ANTILLES LE VENTÔSE SAISIT PLUS DE 500 KILOS DE COCAÏNE



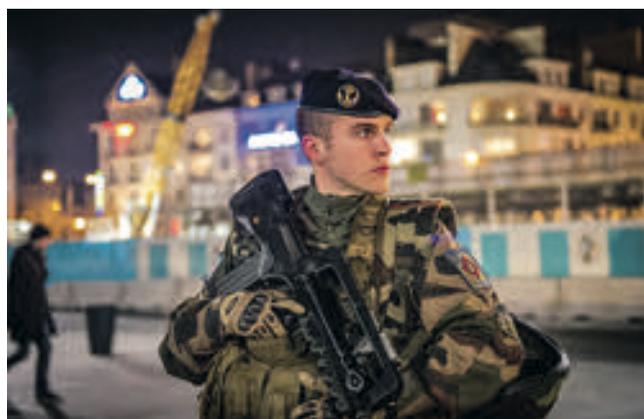
La frégate de surveillance *Ventôse* de la Marine nationale est intervenue à 400 milles nautiques de l'arc antillais pour intercepter un voilier suspecté de trafic de stupéfiants. Pisté avec l'aide d'un avion de patrouille maritime Falcon 50 de la Marine nationale, le bateau a été abordé alors qu'il débutait une traversée transatlantique en

direction de l'Europe. Ont ainsi été saisis 535 kilos de cocaïne pure. Cette opération représente la quatrième prise en moins de 15 jours réalisée par les forces armées aux Antilles, pour un volume de près de 2,1 tonnes de stupéfiants interceptés. Elle porte le bilan total de cette année à 8,3 tonnes de drogue récupérées en mer dans ce type d'opération.

04/11 FRANCE CRÉATION D'UNE AGRAFE POUR L'OPÉRATION SENTINELLE

Déclenchée au lendemain des attentats des 7, 8 et 9 janvier, Sentinelle a mobilisé sur l'ensemble du territoire national jusqu'à 10500 militaires, toutes armées confondues, au plus fort de l'opération. Afin de marquer la reconnaissance de la nation pour les soldats y participant, une agrafe

Sentinelle a été créée sur la médaille de la protection militaire du territoire. Tout militaire ayant effectué une période minimale de 60 jours (continus ou discontinus) au titre de cette opération pourra y prétendre. Trente soldats ont été décorés par le ministre de la Défense au Fort de Vincennes mercredi.



02/10 LIBAN
AIDE MÉDICALE
À LA POPULATION

Une trentaine de Libanais ont bénéficié d'une consultation gratuite au dispensaire de la ville d'El Adeisse, au Sud-Liban, lors d'une action menée par l'équipe médicale française (antenne médicale de Valdahon) de la *Force Commander Reserve* et l'association Tulipe. Cette dernière est une organisation non gouvernementale qui fédère les dons des entreprises de santé pour répondre en urgence aux besoins des populations en détresse.



6/10 IRAK INAUGURATION D'UNE SALLE DE LUTTE CONTRE LES ENGINs EXPLOSIFS IMPROVISÉS DANS LE CADRE DE CHAMMAL

Marc Baréty, ambassadeur de France en Irak, accompagné du contre-amiral Beausant, commandant la zone maritime de l'océan Indien, a inauguré dans la région de Bagdad un nouvel espace pédagogique de lutte contre le piégeage réalisé par le Détachement d'instruction opérationnelle 13 (DIO 13) au profit des forces de défense irakiennes. Cet espace comprend une salle et un véhicule d'instruction. Cette action s'inscrit dans le cadre de la formation et du conseil fournis aux forces de sécurité irakiennes par l'opération Chammal. En parallèle, les militaires du DIO 13 ont débuté une formation au



profit de soldats irakiens. Ces derniers y acquièrent les techniques de lutte contre les engins explosifs improvisés sur le terrain. Une formation qui s'impose, les hommes de Daech piégeant les villages

pour rendre difficile la progression des forces irakiennes et retarder le retour à la vie normale des habitants. À l'issue du stage, les 25 participants irakiens seront engagés en opérations.

13-15/09 GOLFE DE GUINÉE
EXERCICE NEMO POUR LE GERMINAL



Dans le cadre de la mission Corymbe, la frégate de surveillance *Germinal* a piloté la 3^e édition 2015 de l'exercice multinational *Navy Exercise for Maritime Operations* (Nemo) au large des côtes de l'Afrique centrale. L'objectif était d'entraîner les marines riveraines à la sécurisation

du golfe de Guinée. Pour ce rendez-vous, les marines camerounaise et gabonaise ont travaillé de concert avec la frégate française. Ce Nemo 15.3 a permis de constater une nette amélioration du niveau des participants dans leur capacité à exercer leur sécurité à la mer.

02/10 CORSE SECOURS À
LA POPULATION APRÈS DES INONDATIONS

À la suite d'importantes intempéries, le Service départemental d'incendie et de secours de Haute-Corse a fait appel à un hélicoptère Super Puma de l'escadron d'hélicoptères

1/44 Solenzara de la base aérienne 126 (zone de défense et de sécurité Sud). Les sauveteurs-plongeurs de l'armée de l'Air ont porté secours à quatre personnes dont deux jeunes enfants.



Pales Blue Edge : en toute discrétion

L'Onera, centre français de la recherche aéronautique, spatiale et de défense, a mis au point, avec son homologue allemand, des pales de rotor silencieuses. Elles permettront de réduire fortement la signature sonore des aéronefs qui en seront équipés, à l'image du H160, dernier modèle d'Airbus Helicopters.



T. ROSTANG@ONERA

Le H160, premier appareil équipé de la technologie Blue Edge, en vol essai au-dessus de Marignane (Bouches-du-Rhône) en juillet 2015.

Dévoilé en 2015 lors du salon Heli Expo d'Orlando, l'hélicoptère H160 est plus discret qu'un scooter. Dernier-né de la société Airbus Helicopters, ce concentré d'innovations à l'esthétique futuriste est équipé de nouvelles pales silencieuses baptisées Blue Edge. « *Ultraprofilées, ces pales de rotor principal possèdent des extrémités semblables à des boomerangs et réduisent le niveau sonore de l'aéronef*

de 3 à 6 décibels. Grâce à ce nouveau design beaucoup plus aérodynamique et très différent des formes rectilignes, le bruit est réduit de moitié par rapport aux appareils actuels », explique Blanche Demaret, directrice déléguée pour les recherches voilures tournantes au centre français de recherche Onera (établissement sous tutelle du ministère de la Défense, exercée par la Direction générale de l'armement). Le remplaçant du Dauphin, qui sera

commercialisé à partir de 2018, subit depuis le début de l'année une série de tests qui confirment sa plus grande autonomie, une réduction de 15 % de sa consommation en carburant, mais surtout une baisse significative de son niveau sonore.

Les normes aéronautiques en matière de nuisances sonores devenant toujours plus drastiques, les utilisateurs civils comme militaires affichent leur intérêt pour cette innovation. Avantage

évident pour les forces armées, en recherche permanente de discrétion, la réduction de la signature acoustique de leurs hélicoptères permettrait de surprendre l'adversaire soit en pénétrant sur un territoire adverse en toute furtivité soit en déposant des troupes commandos aéroportées encore plus près de l'objectif à atteindre. Cette rupture technologique, accompagnée de procédures « de vol à moindre bruit », va également permettre le survol des zones urbaines à grande et basse vitesse, notamment sur les missions de transport, d'apprentissage et d'entraînement de premier niveau qui respecteront les normes civiles.

Simulations et tests en soufflerie

Il aura fallu une quinzaine d'années de recherches menées par l'Onera, en partenariat avec son homologue allemand DLR, pour parvenir à la certification de la pale Blue Edge. À l'origine, les chercheurs français ont eu l'idée de repenser la voilure tournante réalisée au début du xx^e siècle par Louis Charles Breguet. Ils ont modélisé une forme originale permettant de réduire l'empreinte sonore tout en conservant de bonnes performances aérodynamiques en vol de croisière. « Grâce à nos logiciels de simulation aérodynamiques et aéroacoustiques, nous avons réussi à contrôler les différents effets tourbillonnaires générateurs de bruits parasites », précise Blanche Demaret. En effet, c'est à cause d'un phénomène d'interaction appelé « pale-tourbillon » que les hélicoptères génèrent des nuisances sonores. Ce bruit si caractéristique se produit lorsqu'une pale rencontre le sillage tourbillonnaire créé par l'extrémité d'une autre pale. L'ajout d'une forme effilée et en flèche à l'extrémité de ces dernières a modifié cette interaction en étalant le tourbillon. Plus réparti dans l'espace et le temps, le bruit rayonné diminue. Mais la théorie seule étant insuffisante pour convaincre Airbus Helicopters, les chercheurs français ont ensuite réalisé avec leurs homologues allemands une maquette. Ensemble, ils ont validé en



Maquette du H160 présentée sur le salon Heli Expo 2015, à Orlando (États-Unis), en mars dernier.

soufflerie les performances aérodynamiques et acoustiques d'un rotor équipé de quatre pales, et confirmé les qualités acoustiques exceptionnelles de la nouvelle forme. Celle-ci, dite « erato », a fait l'objet d'un brevet Onera-DLR et est devenue la matrice de la pale Blue Edge. Cette dernière a ensuite été brevetée Onera-Airbus Helicopters. Cette technologie Blue Edge est complétée par celle de Blue Pulse, car les scientifiques de l'Onera et du DLR travaillent d'ores et déjà à une réduction supplémentaire du nombre de décibels en améliorant l'aérodynamisme actif de la voilure, c'est-à-dire en adaptant la forme de la pale au cours de sa rotation. En effet, contrairement au profil d'une aile d'avion, celui d'une pale d'hélicoptère n'est jamais attaqué par l'air de la

même façon au cours de sa rotation, ce qui est source d'instabilité, de turbulences et de vibrations. Pour minimiser ces inconvénients, des volets intégrés sur les bords de chaque pale s'ajusteront dès lors en permanence et réduiront les effets tourbillonnaires parasites. Blue Edge et Blue Pulse répondront donc aux objectifs du Conseil consultatif pour la recherche sur l'aéronautique en Europe visant, d'ici 2020, une réduction supplémentaire de 50 % du niveau sonore par rapport à la flotte actuelle. ■

Sandra Lewinski

La technologie Blue Edge dans le JT Direct Défense du Bourget



Cyberespace

Un théâtre d'importa



Conférence des cybercommandeurs sur le thème de la mise en œuvre des capacités de cyberdéfense dans le cadre d'une opération menée par une coalition.

F. SENOUSSE/ICOD

Lors du premier colloque international #CyberDefense, qui s'est tenu à Paris cet automne, 700 spécialistes ont échangé sur « Le combat numérique au cœur des opérations ». Un nouvel espace que les forces armées doivent investir de manière aussi bien défensive qu'offensive et en développant la coopération.

« **L**e combat numérique interroge et intéresse. Ce combat, c'est celui des guerres de demain, mais dont les prémices ont largement commencé », a assuré Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, lors du premier colloque international #CyberDefense, qui s'est déroulé à Paris le 24 septembre dernier. Cet événement international a réuni, à l'École militaire, 700 participants: responsables de la Défense, experts universitaires, représentants d'organisations internationales et d'entreprises du monde entier ainsi que près d'une vingtaine de délégations

nce vitale

étrangères. L'occasion pour tous de se pencher sur « Le combat numérique au cœur des opérations », thème de cette rencontre inédite.

Aujourd'hui les crises se jouent des frontières. Les champs de bataille traditionnels ont évolué. Enjeu stratégique majeur pour les armées, le cyberspace représente désormais le cinquième domaine militaire après la terre, l'air, la mer et l'espace. Comme l'a souligné le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian : « *La dimension cyber n'est plus seulement un enjeu défensif. Pour nos forces armées, le premier enjeu est désormais d'intégrer le combat numérique, de le combiner avec les autres formes de combat. Ce nouveau milieu est devenu un domaine militaire à part entière dans lequel il faut positionner ses forces, défendre sa puissance et y exploiter toutes les opportunités pour vaincre l'adversaire.* »

Il est donc devenu indispensable d'intégrer le cyberspace dans la planification et la conduite des opérations, aussi bien de manière défensive qu'offensive.

Un théâtre sans frontières

Dans le cyberspace, il faut faire face à une extension géographique des périmètres de crise, affronter des flux d'informations concernant le financement, le recrutement, ou la propagande venant des quatre coins de la planète. Exemple d'ennemi commun à la France et à ses alliés, et présent dans le cyberspace : Daech. L'organisation terroriste a été évoquée à de nombreuses reprises dans les interventions qui ont animé ce colloque #CyberDefense. Elle a d'ailleurs fait l'objet d'un atelier dédié : « La cyberdéfense et la propagande de Daech ». Mise en scène d'actes d'une violence extrême et recrutement massif, les forces du groupe djihadiste possèdent un savoir-faire technique. Si, aujourd'hui, aucune attaque ciblée contre la France via Internet n'a été entreprise par l'organisation (action de sabotage ou d'espionnage, par exemple) son activité numérique démontre une capacité et une dangereuse volonté de nuire via le cyberspace.

La France n'est pas seule dans ce combat. Cependant, dans le cadre d'une coalition otannienne ou européenne,



R. SENOUSSE@DICOD

À l'occasion du colloque #CyberDefense, 50 élèves ingénieurs se sont affrontés durant trois heures au cours d'un défi pratique.

de nombreux problèmes se posent comme le respect de la confidentialité des réseaux et des systèmes d'armes de chaque État, la mise en commun des moyens, la mise en place de structures et d'un droit international adapté au cyberspace, etc. Pour répondre à ces questions, les cybercommandeurs de différents pays, réunis autour du vice-amiral Arnaud Coustillière, officier général cyberdéfense, se sont retrouvés lors d'un atelier. Ils ont décidé de maintenir cette volonté de coopérer de manière forte et durable dans le cadre d'une future cybercoalition. Car, comme l'a souligné le vice-amiral Arnaud Coustillière, « la cyberdéfense reste avant tout une capacité humaine ». ■

Camille Martin

Le Challenge #CyberDefense

Ce colloque #CyberDefense a été l'occasion d'organiser, pour la première fois, un challenge au cours duquel se sont affrontées cinq écoles militaires (trois françaises, une américaine et une estonienne) et une équipe de membres de la réserve opérationnelle cyber. « Nous voulions faire quelque chose de visuel et d'un peu hybride, explique l'ingénieur principal de l'armement Romain Picart, responsable adjoint du pôle sécurité des systèmes d'information à la Direction générale de l'armement. Durant près de douze heures, chaque groupe a dû faire face à des attaques menées par l'équipe d'animation contre un système industriel constitué de cuves de carburant. Le but était de maintenir dans celles-ci un niveau de liquide supérieur à 50 %. » L'École navale de Lanvéoc a remporté ce challenge dont le premier objectif était avant tout la cohésion. « Le but était que nos "cybermen" de demain, français et étrangers, fassent connaissance et s'amusent ensemble », précise Romain Picart. Un exercice satisfaisant, qui sera renouvelé, sans l'ombre d'un doute.

Parcours Défense-Entrepreneurs

L'accompagnement

Forts du succès de la 1^{re} édition de Parcours Défense-Entrepreneurs, Mobilité Défense et le Medef renouvellent leur partenariat, l'élargissant à d'autres régions. La formule reste inchangée: les candidats à la création d'entreprise de la Défense sont parrainés par des chefs d'entreprise invités à découvrir le monde militaire.

Pour accompagner les militaires souhaitant devenir chefs d'entreprise, le ministère de la Défense et le Mouvement des entreprises de France (Medef) reconduisent, pour la deuxième année, le partenariat baptisé Parcours Défense-Entrepreneurs. S'appuyant sur Défense Mobilité, l'agence de reconversion du ministère, il a pour but d'encourager et d'accompagner des militaires en phase de transition professionnelle dans leur création ou reprise d'entreprise. Véritable rapprochement entre deux mondes, cette action repose sur la création de binômes chefs d'entreprise-militaires et sur une immersion dans leurs univers respectifs. Fort de son premier succès, le parcours, qui avait été proposé en Île-de-France, est développé dans les régions Bretagne, Midi-Pyrénées, Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire et Rhône-Alpes. Ce partenariat s'inscrit également dans le prolongement des dispositifs statutaires déjà existants mis en place par la Défense tels que le congé de reconversion et le congé pour création et reprise d'entreprise. Il offre aussi une continuité au dispositif d'accompagnement de Défense Mobilité, notamment avec la prestation d'accompagnement à la création ou à la reprise d'entreprise.

L'une des clés de la réussite d'une reconversion réside dans l'accompagnement du projet professionnel par des spécialistes. En effet, si le bilan de compétences représente un outil indispensable pour élaborer un projet personnel épanouissant et réalisable, il ne suffit pas. Les candidats peuvent donc rejoindre ce dispositif à tout moment, en cours d'année, en fonction de leur date de départ et de leur projet.

Grâce à cette opération, Stéphane Giron, ancien commandant dans l'armée de Terre, s'est lancé dans l'aventure il y a un an. Depuis, il a créé sa société de conseil en entreprises, Futuring Lab. « *Rencontrer des dirigeants et des experts de tous horizons m'a permis de démystifier ma vision un peu caricaturale et réductrice du chef d'entreprise, explique-t-il, mais cela m'a également donné une vision claire des difficultés auxquelles j'allais devoir faire face.* » Aux côtés de Sébastien Appleby, président de la société Capitole Partners, il a vécu une expérience enrichissante qui lui a fait découvrir une réalité exigeante, entre management, gestion du risque et de la pression. Fort d'un savoir-faire et d'un réseau relationnel dans son domaine d'activité, le manager a évalué la viabilité et soulevé les points faibles du projet du militaire. « *Ensemble, nous avons élaboré le business plan de ma future société puis identifié les différents seuils clefs, parfois critiques, des trois premières années* », précise le jeune chef d'entreprise.

Se donner les chances de réussir

Son parrain a notamment identifié certains obstacles auxquels il risquait d'être confronté tels que les démarches administratives ou le choix du statut juridique et fiscal. Il lui a également ouvert son carnet d'adresses, car « *un bon réseau est un élément capital pour concrétiser des opportunités* ». L'ancien commandant a ainsi accédé à un large éventail de conseils et gagné un temps précieux. « *Sébastien ne m'a pas imposé ses idées, il m'a plutôt "outillé" pour que je prenne mes futures décisions en toute connaissance de cause* », conclut-il.

Se faire accompagner, c'est se donner les chances de réussir. C'est pourquoi une session d'information organisée par

gagnant

le Medef complète ces immersions. Elle traite, sous forme d'ateliers, des aspects financiers et juridiques inhérents à ce type d'initiative, mais également des questions logistiques, marketing, fiscales ou sociales. « *Le but de ces rencontres est de faire découvrir l'écosystème entrepreneurial aux militaires et de leur expliquer son fonctionnement et ses imbrications*, souligne Thibault Lanxade, vice-président

du Medef. *La nouveauté, cette année, réside dans le fait que les candidats militaires volontaires pourront présenter leur projet devant un jury composé de chefs d'entreprise du Medef et de représentants de réseaux d'accompagnement.* » En effet, il s'agit de mettre le créateur ou le repreneur d'entreprise en capacité de présenter son projet en 10 minutes. « *Il s'agit d'un exercice vraiment important, précise Thibault Lanxade, car réussir cette épreuve, c'est s'assurer que l'on est capable de formaliser clairement son idée, qu'elle a été structurée et validée. Avec un objectif: donner envie à un investisseur potentiel de lire et d'analyser dans le détail son business plan.* » Pour le vice-président du Medef, cette séquence doit également permettre de renforcer les liens entre le militaire porteur de projet et son binôme chef d'entreprise en permettant à celui-ci de donner des conseils pratiques tout au long de leurs rencontres afin de préparer au mieux cette épreuve. « *Nous espérons ainsi faciliter et accélérer la connexion entre le militaire porteur de projet et le réseau d'accompagnement à la création d'entreprise qui lui permettra de lancer son activité à l'issue du Parcours Défense-Entrepreneurs* ». Il est important pour un futur chef d'entreprise de comprendre qu'il n'est ■■■



Un chef d'entreprise en stage à Collioure. Dans le cadre du partenariat Défense-Medef, les civils découvrent le monde militaire durant deux jours.



Des stagiaires de la Défense participent à un atelier juridique lors d'une session d'information du Medef.

J. LEMPIN@ECPAD

■ ■ ■ pas seul. En intégrant une structure d'accompagnement, un créateur de société bénéficie d'une aide précieuse entre la phase de développement de son produit ou de son service et sa phase de commercialisation. « Ces structures sont des accélérateurs de réussite », confie Nathalie Carré, du réseau de création d'entreprises de la Chambre de commerce et d'industrie de France. Après trois années d'existence, les sociétés accompagnées affichent un taux de pérennité de 75 % contre 52 % pour celles qui n'en bénéficient pas. « J'invite les futurs chefs d'entreprise à se poser les bonnes questions pour concevoir ensemble des business models solides. La vente d'un produit ou d'une prestation doit répondre à un besoin, c'est la règle d'or qui fait qu'une entreprise se développe et se pérennise », ajoute-t-elle.

« Je pense que ce parcours est un véritable processus gagnant-gagnant, analyse Stéphane Giron. Il faut absolument pérenniser ce principe de binômes qui donne la possibilité aux militaires de faire découvrir leur quotidien au monde de l'entreprise. J'ai envie, à mon tour, d'accompagner un militaire qui souhaiterait se lancer dans l'aventure entrepreneuriale. Je suis adepte du principe de réciprocité : je donne, je reçois et inversement. Si je peux

« Ce parcours est un véritable processus gagnant-gagnant. Il faut pérenniser ce principe de binômes. »

donc renvoyer l'ascenseur à l'institution qui m'a beaucoup apporté, je le ferai bien volontiers. »

Côté entrepreneurs, ce partenariat donne l'occasion de mieux connaître le monde de la Défense en renforçant le lien armées-nation. Pour Anthony Streicher, fondateur et directeur de la société HA+PME, cela a été l'occasion de rejoindre la réserve citoyenne en qualité d'officier « reconversion ». « Le projet, explique-t-il, m'a tout de suite intéressé car l'entrepreneur a dans ses gènes l'envie de transmettre mais aussi d'apprendre. J'ai découvert, pendant mon immersion à Collioure, les procédures internes inhérentes à l'armée, mais également le management en situation complexe et difficile, ce qui m'a beaucoup intéressé car tout comme dans l'entreprise, les militaires doivent atteindre un objectif commun. »

Le Parcours Défense-Entrepreneurs est ouvert à tous les militaires. Parlez-en à votre conseiller Défense Mobilité. ■

Sandra Lewinski

► **PLUS D'INFOS SUR : WWW.DEFENSE-MOBILITE.FR/NOTRE-OFFRE-DE-SERVICES/CREER-SON-ENTREPRISE**

#Simulateurs

Journal de la Défense
de novembre,
« Simuler n'est pas jouer »



www.youtube.com/user/ministredeladefense

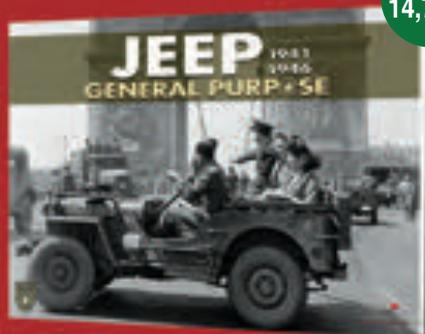


C'est déjà Noël sur
www.boutique.ecpad.fr

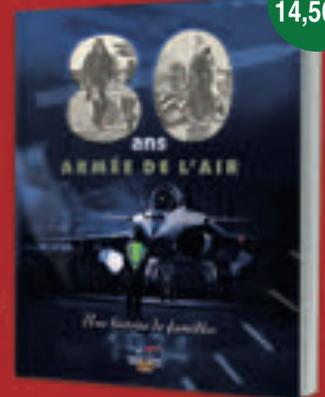
ecpa **d**
AGENCE D'IMAGES
DE LA DÉFENSE



30 €
Livre acheté
DVD offert



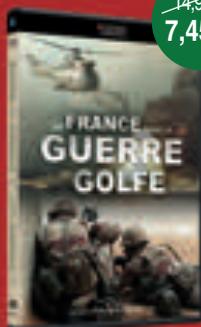
29,50 €
14,75 €



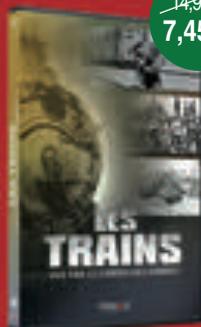
29 €
14,50 €



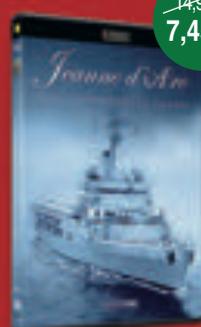
17,90 €
8,95 €



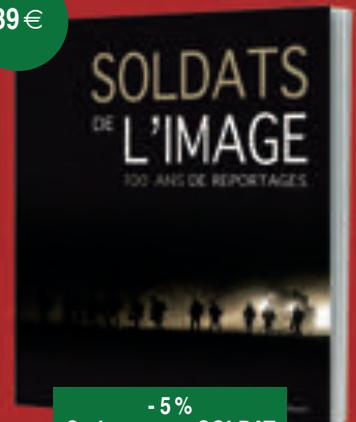
14,90 €
7,45 €



14,90 €
7,45 €



14,90 €
7,45 €



39 €

- 5 %
Code promo : SOLDAT

Offre valable jusqu'au 28 décembre 2015 dans la limite des stocks disponibles



Légion étrangère

Cultiver la solidarité

À Puylobier, dans les Bouches-du-Rhône, l'Institution des invalides de la Légion étrangère accueille et aide à se réinsérer près d'une centaine de pensionnaires. Tous participent à la vie du lieu qui connaît un moment important aux vendanges, lorsque de jeunes légionnaires viennent prêter main-forte à leurs aînés.



PHOTOS : R. SENOUS@DICOD



En haut : le château, bâtiment principal du domaine Capitaine Danjou, abrite les bureaux de la direction et le musée de l'uniforme. Ci-contre et ci-dessus : des hommes du commandement de la Légion étrangère, du 1^{er} régiment étranger et du 1^{er} régiment étranger de cavalerie aident les pensionnaires à vendanger les 40 hectares de vigne du domaine.

Le soleil se lève sur la montagne Sainte-Victoire. Une douce lumière inonde le domaine Capitaine Danjou, à Puyloubier, dans les Bouches-du-Rhône. Rassemblés dans les vignes, 90 légionnaires d'active se munissent de sécateurs et de seaux. Comme chaque année, ils participent à une mission bien particulière : vendanger les parcelles de vignes de l'Institution des invalides de la Légion étrangère (Iile). Un geste de solidarité envers les anciens qui habitent ce lieu si particulier. Structure unique en France, l'Iile a pour mission d'accueillir, d'héberger, d'administrer, de soigner et de réinsérer d'anciens képis blancs. 1954. La guerre d'Indochine touche à sa fin : elle a fait de nombreux invalides. La Légion décide alors d'ouvrir un lieu pour prendre en charge ces militaires rendus à la vie civile après avoir été réformés. Ils sont ainsi près de 180 à intégrer l'Iile lors de son ouverture, en 1955. Depuis, l'Institu-

tion n'a jamais fermé ses portes et continue à accueillir des légionnaires blessés physiquement ou « blessés de la vie », qui n'arrivent pas à trouver leur place dans le monde civil. Aucun grade, aucun critère d'ancienneté de service et aucun revenu particulier ne sont exigés. Le seul sésame est le certificat de bonne conduite attribué en fin de service. « *Aujourd'hui l'Iile offre l'hospitalité à 87 hommes, âgés de 30 à 92 ans. Nous comptons quatorze nationalités différentes et deux apatrides* », explique le lieutenant-colonel Daniel Bouchez, directeur de l'Institution. Le temps des séjours varie en fonction des pensionnaires. Le doyen actuel est arrivé en 1968 et n'a plus jamais quitté les lieux. « *Dernièrement, l'un d'entre eux a retrouvé un travail et un logement dans le civil. C'est un exemple de réinsertion réussi. Son séjour à Puyloubier lui a permis de reprendre confiance en lui* », se félicite le lieutenant-colonel Daniel Bouchez. Pour l'épauler, le directeur de l'Iile peut compter sur une quinzaine ■■■

■ ■ ■ de légionnaires d'active et du personnel civil, souvent d'anciens légionnaires reconvertis.

Ensemble, ils veillent au bien-être des pensionnaires. Ceux-ci vivent à « l'hémicycle », un grand bâtiment de style colonial qui domine le domaine. Chacun dispose d'une chambre individuelle. « Ils doivent respecter le règlement intérieur et sont libres de circuler ou de partir "en permission," explique l'adjudant-chef Laurent Fransquin, chef de l'hémicycle. Je veille à ce qu'ils soient bien logés et qu'ils ne manquent de rien ! Je leur trouve des occupations, car il est important pour eux de savoir qu'ils servent à quelque chose. » Les pensionnaires participent ainsi à la vie du lieu en fonction de leur condition physique. « Ici, depuis l'origine, la réinsertion passe par le travail, souligne le directeur. Nous proposons des ateliers fonctionnels au sein desquels les hommes s'attachent à entretenir les abords du domaine, des ateliers occupationnels offrant de réaliser de la reliure et de la céramique, ainsi qu'un atelier production avec l'olivier et la vigne. L'activité viticole est très importante. » En effet, la vente du produit de la vigne subvient quasi exclusivement aux besoins financiers de l'Institution, qui ne reçoit aucune subvention de la part de l'État. Elle bénéficie aussi du soutien du foyer d'entraide et de solidarité de la Légion étrangère qui collecte des legs et des dons au profit de la Légion.

Vendanger dans la fraternité

L'adjudant-chef Laurent Fransquin veille également au respect de la discipline. « Les pensionnaires ont besoin de cette rigueur militaire. Durant toute leur vie, ils ont été commandés, ils ont respecté des règles. » « Ici, j'apprécie particulièrement l'encadrement militaire. Tout est carré : la discipline règne. Ce n'est pas comme dans le civil, témoigne Berthold Vossler, l'un des doyens de l'Institution. Cela fait plus de dix ans que je suis à l'île. Vous savez : légionnaire un jour, légionnaire toujours ! Avant je vivais seul, j'avais ma



Un pensionnaire à l'ouvrage dans l'atelier de reliure.

maison. Mais je m'ennuyais. J'ai ni ascendants, ni descendance. Ici, je suis entouré de mes frères d'armes. »

Les vendanges représentent un moment important. Jeunes légionnaires et anciens travaillent ensemble. Il n'y a plus aucune nationalité, ancienneté, grade, âge... tous exercent la même activité dans un esprit de solidarité. « Cette fraternité dans la Légion existe tous les jours. Nous possédons un code d'honneur qui dit qu'au combat comme dans la vie, on n'abandonne jamais les siens », souligne le lieutenant-colonel Daniel Bouchez.

La matinée touche à sa fin. Dans un rang de vigne, l'ancien légionnaire Clement Addante explique à ses collègues d'un jour comment s'organiser pour cueillir les grappes de raisin rapidement. « Il s'agit de mes cinquièmes vendanges à l'île. C'est agréable d'être avec ces jeunes. Il y a quarante ans, j'étais à leur place, à Puylobier, à aider mes aînés. Ça fait partie de la solidarité. Il est primordial de ne pas oublier les anciens et les légionnaires en détresse. » À côté de lui, le maréchal des logis Fabien S., du 1^{er} régiment étranger de cavalerie, écoute en souriant ses recommandations, puis témoigne : « C'est une chance pour nous de pouvoir donner un coup de main aux anciens. Tout le monde y met du sien. Tout un esprit légion prend alors forme à travers la cohésion. Car sans solidarité, un corps de troupe ne peut pas avancer correctement. » Une fraternité, une solidarité et un esprit de corps qui contribuent à rendre l'île si exceptionnelle. ■

Carine Bobbera



Un vin reconnu

L'Institution des invalides de la Légion étrangère compte 220 hectares dont 40 sont dédiés à la culture de la vigne. Les pensionnaires produisent du vin rouge, blanc et rosé d'appellation d'origine contrôlée Côtes de Provence. Cette production représente environ 220 000 bouteilles par an, commercialisée au profit de l'île. Ces vins, dont la qualité est aujourd'hui unanimement reconnue, s'exportent partout dans le monde. Si vous souhaitez faire un don ou déguster une bouteille de l'île rendez-vous sur : www.legion-boutique.com/info_vin.php

**Le reportage vidéo
des vendanges au domaine
Capitaine Danjou**



CHECK LIST



CASQUE



GILET



RADIO



**COUVERTURE
GMPA**

**VOUS ALLEZ
DE L'AVANT,
ON VOUS COUVRE**



Adhérer au GMPA, c'est bénéficier des contrats d'assurances spécifiquement adaptés aux métiers à risque. En cas de coup dur, notre dispositif d'ENTRAIDE SOLIDAIRE vous accompagne, en toutes circonstances et à tous les moments de votre vie.



Entretien avec Nicolas Regaud, conseiller auprès du directeur général des relations internationales et de la stratégie

« Le changement climatique, en affectant l'environnement et la vie des sociétés, transforme progressivement le contexte stratégique »

Climat et défense: quels enjeux? Tel était le thème de la Conférence internationale qui a réuni ministres et hauts responsables de défense à l'École militaire le 14 octobre, en amont de la conférence COP 21 qui se déroulera à Paris à partir du 30 novembre. Nicolas Regaud développe les objectifs de cette rencontre.

Quelles sont les raisons de l'organisation par le ministère de la Défense de cette première conférence internationale?

Le dérèglement climatique affecte l'environnement et les sociétés humaines qui y déploient leurs activités. Il est ainsi susceptible de compromettre la sécurité de l'humanité dans toutes ses dimensions et, à ce titre, il peut amplifier les facteurs de tension et les risques de crise, en particulier dans les pays fragiles, pour lesquels les conséquences peuvent parfois dépasser le cadre national.

Selon les régions et les pays, il peut favoriser la désertification ainsi que le nombre et l'intensité des événements climatiques extrêmes (tempêtes, cyclones, vagues de chaleur, inondations...), accroissant ainsi la pression sur les ressources et le déplacement de populations dont la sécurité alimentaire est menacée, autant de phénomènes susceptibles d'aggraver les tensions économiques, sociales et politiques dans des pays où les facteurs de fragilité sont déjà importants. Ainsi, comme l'a déclaré le président de la République devant l'Assemblée générale des Nations unies, « *le réchauffement climatique menace la paix et la sécurité* ».

Dès lors, les ministères de la Défense et les armées du monde entier sont directement concernés par ces changements en cours et à venir pour tout un ensemble de raisons. Tout d'abord, le changement climatique, en affectant l'environnement et la vie des sociétés, transforme progressivement le contexte stratégique, accroissant les tensions dans certaines zones vulnérables, exacerbant les rivalités pour l'accès à certaines ressources – notamment l'eau, les terres arables et les ressources halieutiques – ou modifiant le contexte économique, social et politique dans lequel s'inscrivent des opérations de maintien de la paix.

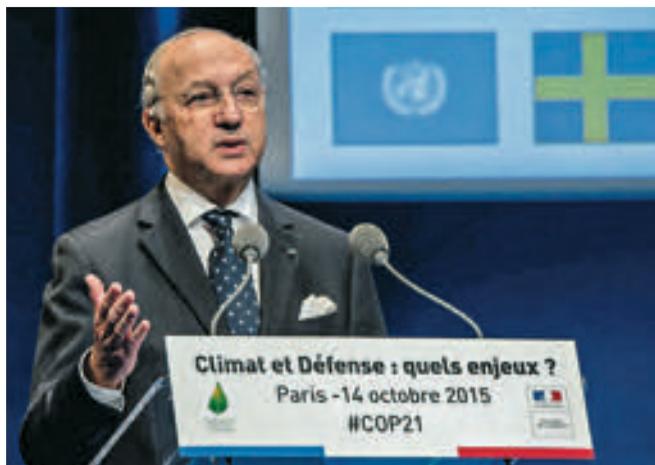
L'analyse des transformations en cours et à venir ainsi que leurs impacts sécuritaires et stratégiques est l'une des raisons de l'organisation de cette conférence. Il s'agit à la fois de l'inscrire dans la perspective de la COP21, qui offre une opportunité unique de mobilisation des énergies politiques autour des enjeux climatiques dans toute leur diversité, mais aussi de lancer une initiative internationale de haut niveau, afin de passer progressivement du stade de la prise de conscience à celui de l'action et de la coopération.

Quels sont les enjeux pour la Défense et les armées?

Le ministère de la Défense s'est déjà bien organisé pour prendre en compte les questions d'environnement et de transition énergétique: la stratégie de développement durable de la Défense (S3D), adoptée en 2012, donne un cadre et des objectifs au ministère pour contribuer aux politiques publiques de développement durable. Cela se traduit par des efforts en matière d'économies d'énergie, de développement des énergies renouvelables, d'équipements économes et recyclables, de respect de l'environnement tant sur le territoire national qu'en opérations, etc.

Par ailleurs, la France métropolitaine et ultramarine est aussi affectée par les changements climatiques, notamment au travers de phénomènes naturels de forte intensité ou de la montée du niveau des océans qui sont susceptibles d'affecter la sécurité de la population ou l'intégrité d'infrastructures majeures, notamment dans des zones littorales vulnérables. Anticiper les changements, c'est aussi se préparer à y faire face, et les armées peuvent naturellement y contribuer.

Mais il s'agit aujourd'hui d'élargir et d'approfondir la réflexion sur l'impact des changements climatiques sur l'ensemble du spectre des actions couvertes par les fonctions stratégiques du Livre blanc sur la défense et la sécurité



Ci-dessus : Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international a ouvert la conférence. Ci-contre : Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, et Nicolas Hulot, envoyé spécial pour la protection de la planète.

nationale, en particulier la connaissance, l'anticipation, la protection et l'intervention. Dans son discours, le ministre a ainsi souhaité que cette réflexion générale soit rapidement engagée, à la fois dans la perspective de l'actualisation à venir du Livre blanc mais aussi qu'elle débouche sur un plan d'action impliquant l'ensemble des acteurs du ministère.

Cette conférence a réuni un très grand nombre de ministres et de hauts responsables de défense du monde entier. Quel est l'objectif recherché ?

Il s'agit du deuxième enjeu majeur de la conférence, lancer un processus international qui, progressivement, permettra de sensibiliser les acteurs de défense de toutes les régions du monde aux enjeux climatiques pour la défense et la sécurité internationale, afin de favoriser le partage d'expériences et la coopération. La proposition du Maroc d'organiser une nouvelle conférence en 2016, avant la COP22 qui se déroulera à Marrakech en novembre de la même année, permet de penser qu'un processus de rencontres est lancé et qu'ainsi nous aurons favorisé la prise en compte du facteur climatique comme enjeu majeur de sécurité par les plus hautes autorités de défense du monde entier.

Ce rendez-vous a-t-il permis de déboucher sur des mesures concrètes ?

Comme cela figure dans le communiqué publié à l'issue de cette rencontre, Jean-Yves Le Drian a dressé le constat d'un consensus général sur l'expression d'une inquiétude partagée concernant l'impact des changements climatiques sur la sécurité mondiale, susceptible d'aggraver, voire de provoquer, des crises intérieures et internationales, ainsi qu'un appel au succès de la COP21 et à la nécessité d'une participation des ministères de la Défense aux politiques publiques de développement durable. Il a également retenu le souhait de développer les échanges institutionnels sur ces questions, notamment en développant la recherche stratégique sur les questions climatiques et en désignant un point de contact permanent au sein des ministères de la Défense afin de faciliter la poursuite des échanges et le partage d'expériences. Ceci permettra de poursuivre et d'approfondir la réflexion commune, en vue d'un développement de la coopération, notamment à l'occasion de la deuxième rencontre ministérielle qu'organisera le Maroc l'année prochaine. ■

Propos recueillis par la rédaction

DRM recherche experts

La Direction du renseignement militaire (DRM) recrute militaires et civils. Les spécialistes recherchés, issus de domaines très variés, seront formés tout au long de leur carrière pour remplir des missions diverses sur le territoire national ou en opérations extérieures. Trois experts évoquent leur métier au sein de cette entité du renseignement.

Pour mieux servir le cœur des opérations et garder un temps d'avance sur l'adversaire, la Direction du renseignement militaire a lancé sa transformation en mai 2014. Au cœur des axes d'évolution et des chantiers lancés: le recrutement. L'organisme recherche davantage d'experts civils et militaires: linguistes, analystes, cibleurs, géographes, ingénieurs, spécialistes réseaux ou en investigation numérique, géomaticiens ou encore chefs de projet informatique pour servir dans ses rangs, sur des postes évolutifs, exercés aussi bien en bureau que sur le terrain, en opération extérieure. La DRM propose des formations adaptées pour assurer un vrai parcours professionnel et accéder à des postes à responsabilité, avec l'opportunité d'être projeté en opérations. La rédaction a rencontré quelques-uns de ces spécialistes de l'ombre pour qu'ils évoquent leur métier. ■

Éléonore Krempff

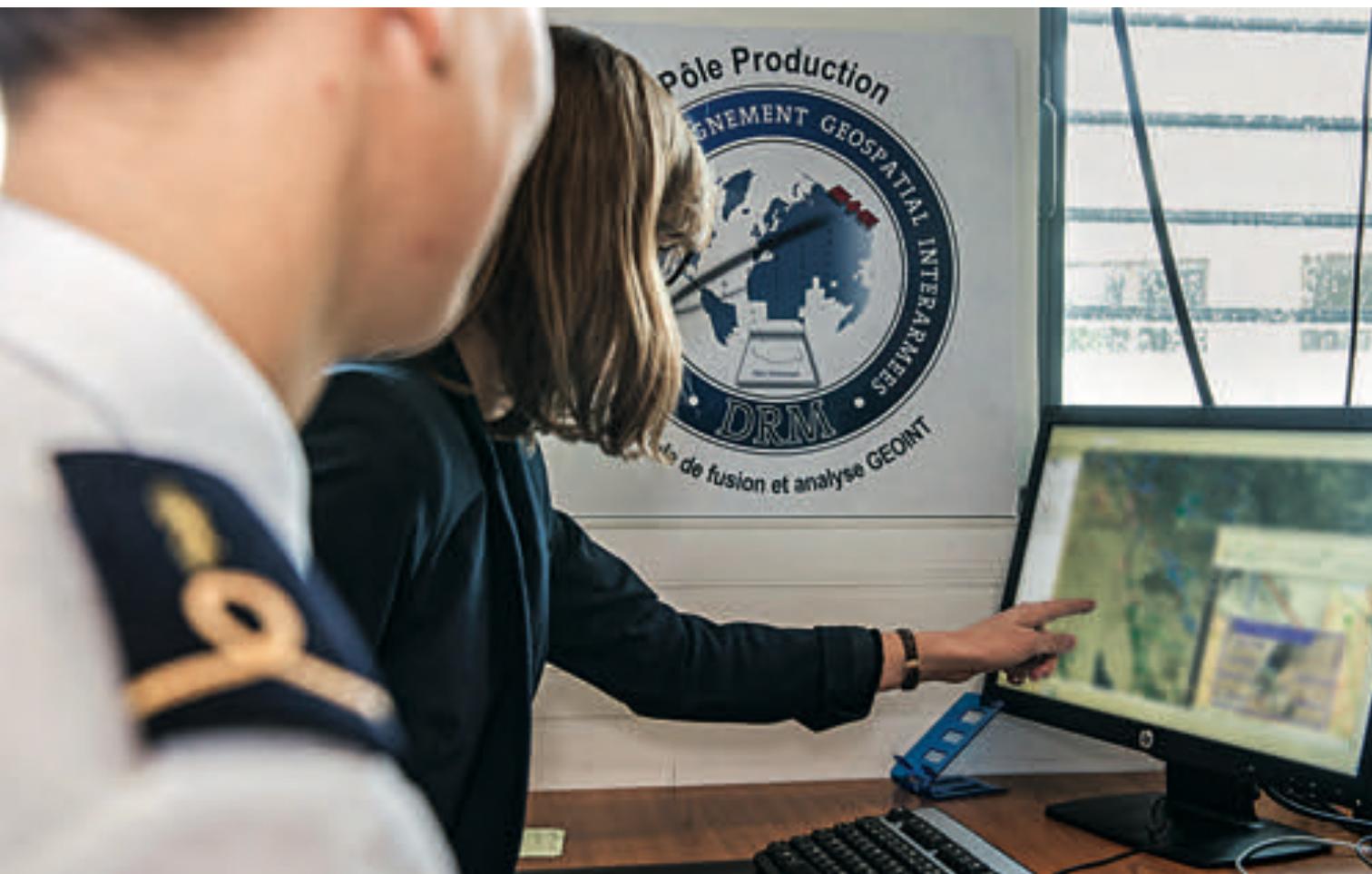
Étude de documents au Centre de renseignement géospatial interarmées.

Capitaine Thomas, spécialiste en analyse de renseignement géospatial depuis un an au Centre de renseignement géospatial interarmées (CRGI) – Creil

« Je travaille au Centre de renseignement géospatial interarmées sur la base aérienne de Creil. Inauguré en janvier dernier, le CRGI compte une cinquantaine d'agents et devrait en recruter une vingtaine d'autres en 2016. Mon travail consiste à allier géographie humaine et renseignements multicapteurs: informations disponibles au monde civil (sources ouvertes), données universitaires, économiques ou de sciences humaines, et renseignement militaire, le tout géolocalisé (imagerie spatiale, écoutes, renseignement d'origine humaine). Nous fusionnons ces données de différentes natures à travers une approche spatio-temporelle, pour apporter une aide à la décision aux autorités militaires et politiques, mais aussi en soutien aux opérations. C'est un métier passionnant qui amène à être particulièrement curieux, rigoureux et innovant. »

Candidatures

- ✓ par mail: drm.resp-rh.fct@intradef.gouv.fr
 - ✓ par courrier: MINDEF BCAC Case 75/G1
14, rue Saint-Dominique - 75007 Paris SP07
- www.defense.gouv.fr/ema/interarmees/la-direction-du-renseignement-militaire



Fabrice, expert en investigation numérique depuis trois ans au Centre de recueil et d'analyse cybernétique (Crac) – Paris

« Au Centre de recueil et d'analyse cybernétique, nous sommes les experts du matériel numérique. Notre travail consiste à récupérer sur les différents théâtres d'opérations le matériel numérique tel que les téléphones, les cartes SIM et les cartes mémoire d'ordinateurs, dans le but de trouver "la pépite" en termes de renseignement. Nous effectuons également de la veille sur Internet puis faisons remonter toutes les données intéressantes à la personne en charge de l'analyse. Il existe une véritable synergie entre ce qui se passe dans le monde au point de vue géopolitique, électronique, informatique et nos missions. J'ai par exemple pu me rendre utile sur un théâtre d'opération en trouvant une photo déterminante. J'étais fier d'avoir accompli une tâche, certes simple, mais très importante. »

Sergent-chef Valérie, interprète images depuis sept ans au Centre de formation et d'interprétation interarmées de l'imagerie (CFIII) – Creil

« Je détecte et interprète tout type d'activité recueillie par nos différents capteurs : avions, drones ou satellites. En tant qu'interprètes images, nous sommes formés, au sein du CFIII, à avoir les clés d'identification pour reconnaître les matériels ou les activités militaires de nombreux pays : activités militaires en position défensive, sur plate-forme aéronautique, site sol-air ou site industriel. C'est extrêmement complet. J'ai effectué ma première opération extérieure avec la Marine nationale, sur Atlantique 2 ; j'en ai réalisé une autre dans les hélicoptères de l'armée de Terre, en "combat camera" ; et une troisième en interarmées, dans la même configuration qu'ici. Le plus intéressant dans ce métier, c'est qu'on ne cesse jamais d'apprendre. Il n'existe aucune routine ; ce qui est très motivant. »



Jeux mondiaux militaires d'été

Un palmarès d'exception

Pprès de 7 000 militaires venus de 115 nations ont participé à la 6^e édition des Jeux mondiaux militaires d'été (JMME) qui s'est déroulée en Corée du Sud du 2 au 11 octobre. La délégation française a répondu présente à 17 épreuves sur 24, parmi lesquelles le football, le triathlon, le judo, la natation, le golf... Les 174 athlètes français des trois armées, de la gendarmerie et des services de santé et des essences des armées sont rentrés en France avec 41 médailles dont 16 en or, 12 en argent et 13 en bronze. Dans cette moisson, les militaires blessés, qui participaient à l'événement pour la première fois, ont remporté 7 médailles d'or, 3 d'argent et 3 de bronze. La France arrive au 6^e rang du classement des nations. Le sportif le plus médaillé de ces JMM, toutes nations confondues, est une Française appartenant à « l'Armée de champions » : le soldat de réserve Léocaldie Ollivier de Pury, parachutiste, a raflé 6 médailles dont 3 en or et 3 en bronze. Ce palmarès est sans précédent : en 2011, à Rio, les athlètes français avaient obtenu 18 médailles dont 11 en or.

Flora Cantin



LES MÉDAILLES REMPORTEES

MÉDAILLES D'OR

- × Athlétisme 100 et 200 mètres hommes catégorie blessés classe C
- × Athlétisme 1 500 mètres hommes catégorie blessés classe C
- × Golf équipe femmes
- × Natation 100 et 200 mètres nage libre femmes
- × Parachutisme – combiné individuel femmes, voltige mixte catégorie junior, précision d'atterrissage femmes catégorie junior
- × Poids 6 kg hommes catégorie blessés (3 médailles)
- × Taekwondo hommes - de 87 kg
- × Tir à l'arc – Archer par équipe catégorie blessés
- × Triathlon individuel femmes élite
- × Triathlon individuel hommes élite

MÉDAILLES D'ARGENT

- × Athlétisme 100 et 200 mètres hommes catégorie blessés classe B
- × Athlétisme 1 500 mètres hommes catégorie blessés classe C
- × Football féminin
- × Course d'orientation longue distance hommes
- × Cyclisme – course en ligne par équipe hommes
- × Escrime à l'épée hommes
- × Golf femmes
- × Judo femmes - de 52 kg
- × Parachutisme combiné individuel femmes
- × Taekwondo femmes + de 73 kg et - de 53 kg

MÉDAILLES DE BRONZE

- × Athlétisme 100 mètres hommes catégorie blessés classe A
- × Athlétisme 1 500 mètres fauteuil hommes catégorie blessés classe D
- × Athlétisme 3 000 mètres steeple hommes
- × Judo catégorie - de 48 kg (femmes), - de 73 kg, - de 81 kg
- × Natation 50 mètres papillon femmes
- × Parachutisme combiné équipe femmes
- × Parachutisme vol relatif à 4 femmes
- × Parachutisme combiné équipe mixte catégorie junior
- × Parachutisme précision d'atterrissage individuel femmes
- × Triathlon équipe mixte catégorie élite
- × Triathlon individuel hommes



Les sportifs français ont remporté 41 médailles

En haut, à gauche : la délégation française, forte de 174 athlètes, a participé à 17 épreuves sur 24.

Ci-dessus : Léocadie Ollivier de Pury, parachutiste française, est le sportif le plus médaillé de ces JMME.

Ci-contre : le judoka Julian Kermarrec a remporté le bronze dans la catégorie des - de 81 kg.

Ci-dessous : Yoann Kowal a terminé 3^e du 3 000 mètres steeple.



PHOTOS : C. BRETON@CNSD - @CNSD - B. GOURBY@CNSD

Clip de présentation des JMME
réalisé par le Centre national des
sports de la Défense



Forum de Dakar

Un rendez-vous attendu pour la sécurité de l'Afrique

Les 9 et 10 novembre se tient la 2^e édition du Forum international de Dakar en présence de responsables internationaux et de dirigeants politiques. La France est partenaire du Sénégal pour la tenue de ce forum dédié aux questions de sécurité et de défense du continent africain.

Le premier Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique s'est tenu les 14 et 15 décembre 2014, et le succès qu'il a rencontré a dépassé les attentes pour une première édition, avec plus de 300 participants d'une quarantaine de pays dont trente États africains. Et parmi ces représentants, quatre chefs d'État en exercice et un ancien chef d'État participaient au panel de clôture.

En termes de contenu, cette première rencontre sur les enjeux stratégiques et de sécurité avait marqué une étape supplémentaire dans l'appropriation par l'Afrique de ses propres enjeux de sécurité et dans la constitution d'une véritable communauté de défense et de sécurité africaine.

La 2^e édition a été annoncée par le président Macky Sall, programmée et organisée par les autorités sénégalaises et l'Institut panafricain de stratégies, avec le soutien actif de la France. La participation de nombreux chercheurs, de représentants de pays africains, organisations internationales, de membres du secteur privé et d'ONG est annoncée. Le Forum de Dakar en 2015 promet déjà de franchir un pas supplémentaire dans l'appréciation commune des menaces adressées au continent africain, que ce soient le terrorisme, la radicalisation ou les

trafics illicites d'armes, de stupéfiants ou d'êtres humains. Cette nouvelle édition du Forum de Dakar devra permettre d'envisager les évolutions récentes du paysage stratégique en Afrique et les nouvelles approches africaines aux défis actuels de paix et de sécurité. Elle permettra de mesurer les progrès réalisés depuis le Forum de Dakar en 2014, qui avait placé le renforcement



PHOTOS : R. PELLEGRINO@ECPAD



Ci-dessus et page de gauche : le premier Forum de Dakar, qui s'était tenu fin 2014, avait réuni plus de 300 participants venus d'une quarantaine de pays.

des armées nationales africaines au centre des débats, et les recommandations qui avaient été formulées en termes de réformes des systèmes de sécurité, de mobilisation de forces africaines rapidement déployables et de modernisation des structures et des équipements, qui restent autant de défis posés aux armées, aux organisations régionales et à leurs partenaires internationaux. Comme dans la 1^{re} édition, les pays du G5 Sahel et les autres États africains pourront évoquer les questions de coopération militaire, en particulier au service du maintien de la paix et de la sécurité au sein des organisations régionales ou sous-régionales africaines, à commencer par l'Union africaine, ou de l'Organisation des Nations unies.

La montée de la menace terroriste, qui passe du transnational au transcontinental (de Daech à Boko Haram), les crises migratoires, l'instabilité de certains pays ou l'extension des zones de crises ou conflits (Libye, Somalie, Yémen), la prise en compte d'une approche globale de la sécurité maritime, sont autant de probléma-

tiques qui ont pris de l'ampleur depuis l'année dernière, et sur lesquelles les participants pourront confronter leurs analyses de manière indépendante et informelle. Au-delà des réponses militaires, les participants pourront également aborder les réponses sécuritaires pour la sécurisation des grands projets économiques, industriels et énergétiques africains, ainsi que l'articulation entre l'appui international, en particulier de l'Union européenne, et les engagements des Africains eux-mêmes au profit de leur sécurité.

Placée sous le parrainage du président sénégalais Macky Sall qui introduira les travaux, le Forum verra la participation de nombreux chefs d'État et de gouvernement africains, de ministres dont le ministre français de la Défense M. Jean-Yves Le Drian, aux côtés de responsables politiques de premier plan, de hauts responsables militaires, de chercheurs et de hautes personnalités dans le domaine de la sécurité et de la défense africaines. ■

La rédaction

08/10 INAUGURATION D'UNE CHAIRE UNESCO AU CAMP DES MILLES



Le président de la République, François Hollande, a présidé la cérémonie d'inauguration de la Chaire Unesco au site mémorial du camp des Milles (Bouches-du-Rhône), en présence de la directrice générale de l'Unesco, de la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement

supérieur et de la Recherche, de la garde des Sceaux, du ministre de la Ville et du secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire. Cet ancien camp d'internement et de déportation français accueille maintenant le musée d'Histoire et des Sciences de l'Homme.

06-07/10 LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES À TUNIS POUR LE 5 + 5 DÉFENSE



Durant sa visite de deux jours en Tunisie, le général Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées (Cema), a participé à une réunion Initiative 5 + 5 Défense. Le Cema s'est penché, aux côtés de ses homologues régionaux, sur

les enjeux de sécurité de l'espace nord-méditerranéen. La lutte contre le terrorisme et le renforcement de la coopération avec les armées tunisiennes pour lutter contre cette menace ont été évoqués au cours de rencontres bilatérales.

29/09 ATTRIBUTION DU PRIX BRIENNE DU LIVRE GÉOPOLITIQUE 2015



Pierre-Jean Luizard s'est vu remettre le prix Brienne du livre géopolitique 2015 par Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense et président du jury, pour son ouvrage *Le piège Daech, l'État islamique ou le retour de l'Histoire* (La Découverte).

Organisé en partenariat avec l'association Lire la société, ce prix, dont la cérémonie de remise a eu lieu à l'hôtel de Brienne, récompense une œuvre (récits, essais, biographies) relevant des champs géopolitique et géostratégique et accessible à un large public.

15/10 REMISE DES PRIX DES LAURÉATS DE LA SIMPLIFICATION

Six prix ont été remis aux Lauréats de la simplification lors d'une cérémonie à Balard, en présence de Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, et de Laure

de la Bretèche, secrétaire générale pour la modernisation de l'action publique. Institué par le ministre de la Défense, le prix récompense les initiatives de simplification et leurs résultats les plus marquants.



AGENDA

JUSQU'AU 21 DÉCEMBRE

Exposition « Otto Dix, je vous écris du front ». Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).



2-3 NOVEMBRE

Colloque « droit et opex » organisé par la Direction des affaires juridiques, amphithéâtre Valin, à Balard (Paris).

17-20 NOVEMBRE

19^e édition de Milipol, le salon mondial de la sécurité intérieure des États, à Villepinte (Seine-Saint-Denis).

01/10 5 000 PERSONNES DÉCORÉES DE LA CROIX DU COMBATTANT

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, accompagné de Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, a présidé à l'hôtel national des Invalides, à Paris, la cérémonie de remise de la croix du Combattant à celles et ceux ayant servi en opéra-

tions extérieures. Sur l'ensemble du territoire, près de 5 000 femmes et hommes ont été honorés. Ce même jour, les critères d'attribution ont été modifiés afin de permettre à l'ensemble des combattants et anciens combattants ayant servi au moins 120 jours en opérations extérieures d'en bénéficier.



14/10 UN ROBOT CHIRURGICAL ET UN LABORATOIRE « P3 » POUR L'HÔPITAL BÉGIN



L'hôpital d'instruction des armées Bégin, à Saint-Mandé, a reçu un nouveau robot chirurgical, Da Vinci Intuitive Surgical, et un laboratoire « P3 ». L'utilisation de ce matériel s'inscrit dans le cadre du nouveau modèle

hospitalier du Service de santé des armées. Le robot permet de réaliser des actes peu invasifs, diminue les douleurs postopératoires, les risques infectieux et de saignement. Il offre au chirurgien la facilité du geste opératoire.

07/10 POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DU CENTRE DE TRAITEMENT DES BRÛLÉS PERCY



Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, a posé la première pierre du nouveau Centre de traitement des brûlés de l'hôpital d'instruction des armées Percy, situé à Clamart, dans les Hauts-de-Seine. Opération-

nel en 2017, cet établissement sera ouvert à la santé publique. Sa construction s'inscrit dans le cadre de la réforme hospitalière militaire du Service de santé des armées et fait suite à l'ouverture, en avril, d'une maison des blessés et des familles à Percy.

21/09 LE GÉNÉRAL LANATA, NOUVEAU CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE L'AIR

Nommé chef d'état-major de l'armée de l'Air sur décision du Conseil des ministres le 3 juin, le général de corps aérien André Lanata a pris officiellement ses fonctions lors d'une prise d'armes qui s'est déroulée sur la base aérienne 107 de Villacoublay. Élevé au rang et appellation de général d'armée aérienne, il succède au général Denis Mercier, qui a rejoint l'Otan au poste de *Supreme Allied Commander Transformation* à Norfolk, aux États-Unis.



19 NOVEMBRE

Conférence-débat « Regards croisés franco-allemands. Les réservistes dans la Grande Guerre », à l'École militaire (Paris).

26 NOVEMBRE

4^e Forum innovation de la Direction générale de l'armement, sur le campus de l'École polytechnique, à Palaiseau (Essonne).

30 NOVEMBRE-

13 DÉCEMBRE
Exercice interallié *Trilateral Exercise Initiative* à Langley (États-Unis).

5-13 DÉCEMBRE

Salon nautique à la Porte de Versailles (Paris).

La Défense, moteur de réussite sociale

Au sein de la Défense, la promotion sociale et la récompense du mérite prennent tout leur sens. Ainsi, quels que soient leur origine ou leur niveau, militaires comme civils ont la possibilité de gravir les échelons professionnels. L'institution permet aussi à des jeunes de poursuivre des études et tend la main à ceux qui sont en rupture sociale et professionnelle par le biais du récent service militaire volontaire.

DOSSIER RÉALISÉ SOUS LA DIRECTION DE SANDRA LEWINSKI



Bibliothèque Henri-IV du Prytanée national militaire de La Flèche (Sarthe).



**Entretien avec Gérard Gachet,
délégué ministériel à la jeunesse
et à l'égalité des chances**

« La Défense est plus que jamais un outil essentiel de promotion sociale »

Nommé en 2012 pour animer, coordonner et développer les actions du ministère en faveur des jeunes, le délégué ministériel à la jeunesse et à l'égalité des chances souligne l'importance du rôle des armées en faveur de l'égalité des chances et de la promotion sociale.

L'institution militaire joue-t-elle toujours son rôle d'intégrateur social ?

Oui, la communauté de défense est plus que jamais un outil essentiel de l'égalité des chances et de la promotion sociale. Par le recrutement d'abord : en intégrant dans les armées plus de 15 000 jeunes par an, de toutes origines, de toutes conditions et de tous niveaux, et en leur permettant ensuite de progresser et d'y faire carrière. Mais aussi en tendant la main chaque année, grâce à son Plan égalité des chances (PEC), à 30 000 jeunes prioritairement issus des quartiers défavorisés.

Justement, en quoi consiste ce Plan égalité des chances du ministère de la Défense ?

Depuis 2007, il regroupe un certain nombre de dispositifs proposés à ces jeunes, sans visée spécifique de recrutement. Ces dispositifs peuvent les aider à acquérir des savoirs, à élargir leurs horizons et à leur donner des ambitions. C'est le cas des lycées de la Défense, où 15 % des places sont réservées à des élèves boursiers issus de milieux défavorisés ; des classes de défense et de sécurité globales, partenariats entre une classe et une unité militaire, en développement constant ; du tutorat, par lequel des élèves des

grandes écoles de la Défense épaulent des lycéens ; ou encore des stages, dont bénéficient chaque année environ 10 000 jeunes, depuis les stages « découverte » de classe de 3^e jusqu'à ceux validant des études universitaires.

D'autres actions du PEC aident aussi les jeunes à acquérir des « savoir-être », qui seront indispensables à leur future insertion professionnelle et sociale. On peut classer ainsi les cadets de la Défense, ces jeunes qui viennent pratiquer au sein d'unités militaires des activités ludiques, sportives, civiques ou éducatives ; les périodes militaires, qui permettent de découvrir les métiers des armes ; les partenariats, à travers lesquels les armées apportent leur soutien à des programmes mis en œuvre par des associations.

Il ne faut pas oublier le dispositif des réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté (RLJC), véritable « clé de voûte » du PEC. Les RLJC font partie de la réserve citoyenne, mais ils remplissent une mission particulière : être en quelque sorte les « ambassadeurs de la Défense » auprès des jeunes qui vivent ou qui travaillent dans les quartiers défavorisés, en les écoutant, les orientant, les conseillant et les informant de tout ce que la communauté de défense peut leur proposer. Le rôle des RLJC est désormais reconnu et pris en compte au niveau interministériel,

puisqu'une convention d'objectifs signée entre le ministère de la Défense et le ministère chargé de la Ville prévoit « d'améliorer la couverture des quartiers sensibles par le réseau des RLJC en s'adaptant à la nouvelle géographie de la politique de la ville ».

Même s'ils ne font pas partie du PEC, on ne saurait passer sous silence dans cette présentation les deux dispositifs spécialement tournés vers l'insertion professionnelle des jeunes: le service militaire adapté (SMA), placé sous la tutelle du ministère des Outre-Mer, grâce auquel plus de 5 000 jeunes ultramarins, encadrés par des militaires d'active, bénéficient chaque année d'une préparation à une

cela que les militaires préfèrent parler « d'escalier social » plutôt que « d'ascenseur social »: il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour y arriver, il faut monter les marches, une à une...

Quel rôle joue dans cette politique le protocole d'accord avec l'Éducation nationale ?

Depuis 1982, des protocoles signés entre les ministères de la Défense et de l'Éducation nationale régissent la collaboration entre ces deux institutions. Conformément à l'engagement pris par le président de la République, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a souhaité réécrire et



Des candidats à l'engagement effectuent des tests psychotechniques au Fort neuf de Vincennes.

cinquante de métiers; et le service militaire volontaire, transposition du SMA en métropole, actuellement dans sa phase d'expérimentation au sein de l'armée de Terre.

L'expression « escalier social » revient beaucoup dans les armées. Que recouvre cette formulation ?

Une réalité concrète, à savoir qu'un jeune arrivant dans les armées sans diplôme ni qualification peut encore aujourd'hui y recevoir une formation, y apprendre un métier, y acquérir de l'expérience. Par exemple, chaque armée dispose d'une école permettant à des jeunes recrutés au départ comme sous-officiers ou militaires du rang d'accéder au corps des officiers. Bien sûr, il faut s'en donner la peine. C'est pour

redynamiser ce texte, qui a été de plus élargi au ministère de l'Agriculture afin de prendre en compte les 170 000 élèves de l'enseignement agricole. C'est ce nouveau protocole qui va être signé. En plus de l'enseignement de défense à l'école, de la formation des enseignants, de la présence des enjeux de défense au sein de l'enseignement supérieur, ce texte réaffirme dans ses « fiches-actions » l'importance des quatre dispositifs du PEC développés en commun avec l'Éducation nationale: les lycées de la Défense, les classes de défense et de sécurité globales, les cadets et le tutorat, ce qui illustre bien à quel point la communauté éducative et celle de la Défense travaillent ensemble dans l'intérêt des jeunes !

Propos recueillis par Sandra Lewinski

Un escalier social qui peut mener haut

Les armées françaises favorisent depuis longtemps la promotion au mérite. Aujourd'hui, plus largement, la Défense permet aux militaires comme aux civils qui s'en donnent les moyens une ascension professionnelle notamment par le biais de nombreuses formations et de concours.

« **E**n 2014, 24 700 militaires et 4 300 civils ont été promus, déclare le contrôleur général des armées Jacques Feytis, directeur des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD), soit 11 % de l'ensemble des effectifs de la Défense. » Depuis que la France s'est dotée d'une armée républicaine, à la fin du XVIII^e siècle, un militaire peut gravir les échelons de la hiérarchie quelle que soit son origine sociale, si tant est qu'il le mérite. Cette idée, il faut le souligner, est aujourd'hui encore bien présente au sein de la Défense.

L'ascension sociale et institutionnelle des militaires, Jacques Feytis l'estime renforcée par la professionnalisation des métiers de la Défense. « *Quand on passe d'une armée d'appelés à une armée professionnelle, la promotion interne est nécessaire pour générer de la cohésion au sein du personnel. La culture de l'escalier social est inscrite de longue date dans les gènes de notre défense.* »

Frédéric Jonnet, ancien proviseur de collège en Essonne, détaché au ministère de la Défense pour le Plan égalité des chances, invoque l'ouvrage du maréchal Lyautey, *Le Rôle social de l'officier*, qui a fait date. Paru en 1891, cet opuscule affirmait que « *l'officier a une obligation d'encadrement : il doit repérer parmi ses subalternes celui qu'il doit promouvoir. Et le*

J. REDOUANEL@ECPAD



subordonné, une fois identifié par son supérieur, a l'obligation de se promouvoir lui-même ».

L'escalier social est inhérent aux armées républicaines françaises. « *Deux tiers des sous-officiers de l'armée de Terre sont recrutés parmi les militaires du rang, assure Jacques Feytis. Et pas moins d'un tiers des officiers viennent du milieu des sous-officiers.* » « *Cette montée en grade, proposée à trois moments de la carrière d'un militaire du rang ou d'un sous-officier, permet de fidéliser l'individu et de reconnaître officiellement ses compétences* », ajoute le général de brigade Pierre-Hervé Roche, sous-directeur de la politique, des études et de la prospective à la DRH-MD.

À l'unisson de Jacques Feytis, Frédéric Jonnet cite ce vieux proverbe militaire : « *Chaque pioupiou a dans sa giberne son bâton de maréchal.* » Et il le rappelle : « *L'histoire regorge d'exemples de jeunes entrés au plus bas niveau et ayant terminé officiers supérieurs, voire généraux.* »

L'armée française, en plus d'offrir un escalier social en interne, constitue également aujourd'hui un formidable promoteur professionnel pour la sphère civile. Outre l'ouverture

Préparation à une cérémonie. La conception du maréchal Lyautey selon laquelle « l'officier a une obligation d'encadrement : il doit repérer parmi ses subalternes celui qu'il doit promouvoir » est plus que jamais d'actualité.



J.-C. THOREL © ARMÉE DE TERRE

L'École militaire interarmes donne la possibilité aux militaires du rang et aux sous-officiers de l'armée de Terre d'« accéder à l'épaulette » par concours.

des lycées de la Défense aux enfants de fonctionnaires et aux élèves boursiers méritants, l'institution a aussi décidé d'élargir l'accès des écoles militaires aux diplômés d'université. Comme le souligne Frédéric Jonnet, le ministère de la Défense montre ainsi sa volonté « de faire entrer la diversité dans les strates supérieures de la hiérarchie militaire, et ce sans aucune discrimination positive ».

Près de 10 000 places pour les stagiaires

« Quand on connaît le prix d'une grande école, la démocratisation de nos classes préparatoires aux écoles militaires constitue un pas de plus vers l'égalité », renchérit le général Roche. Le ministère de la Défense est par ailleurs l'institution publique qui offre le plus de stages de formation : près de 10 000 places sont ainsi réservées chaque année aussi bien pour des jeunes en CAP que pour des étudiants en bac+5. Et cela sans compter les 400 apprentis que le ministère a accueilli en 2015.

Parallèlement à cette action, les services de soutien veillent à équilibrer le recours au personnel militaire comme au personnel civil, plus naturellement présent sur ces activités. Si près de 62 000 civils travaillaient déjà au sein de l'institution en 2014 – elle offre en tout 270 000 emplois –, Jacques Feytis dit vouloir « veiller à ce que les métiers de soutien

(cyberdéfense, restauration, etc.) soient prioritairement attribués à des civils. Dans la mesure où nous proposons 400 métiers, affirme-t-il, nous touchons nécessairement l'ensemble de la population ».

■ Domenico Morano

Les autres combats de la DRH-MD pour l'égalité au sein de la Défense

L'ÉGALITÉ HOMME/FEMME

- ♦ Les mêmes règles s'appliquent aux deux sexes, sauf dans certains domaines sportifs.
- ♦ L'égalité salariale est actée.

L'INSERTION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

- ♦ Un personnel militaire qui se blesse pendant le service est conservé par l'institution et réaffecté à un poste où son handicap ne gêne pas l'exercice de sa fonction.
- ♦ La Défense emploie 7,5% de personnel en situation de handicap, dépassant ainsi les 6% imposés par la loi.

Parcours professionnels

Au sein de la Défense, civils comme militaires ont la possibilité de faire progresser leur carrière au gré de leurs souhaits professionnels grâce aux nombreuses formations proposées et aux passerelles existantes. Tout est possible ou presque, pour qui sait saisir les opportunités.



Adjutant-chef (Terre) Laurent Mamarot

Ex-conseiller en recrutement au Centre d'information et de recrutement des Forces armées de Nantes, 50 ans

« Avant de m'engager dans l'armée de Terre, je n'avais qu'un CAP d'ébéniste. En 1982, j'ai intégré la 11^e division parachutiste en tant que soldat. Très vite, j'ai compris que l'armée allait m'inculquer des valeurs complémentaires : solidarité, cohésion, respect, mérite. Et puis mes cadres m'ont soutenu pour que j'évolue. L'armée m'a donné des objectifs et des moyens. Pendant près de dix ans, j'ai connu de nombreux théâtres où je me suis construit en tant que militaire et en tant qu'homme. Puis en 1995, en ex-Yougoslavie, j'ai eu un accident. Après trois semaines de coma et une amputation de la jambe, j'ai repris le chemin du régiment. Si j'ai laissé ma vie de combattant derrière moi, mon handicap physique ne m'a pas freiné dans ma carrière. Je me suis reconstruit grâce aux armées. J'ai vite retrouvé des postes à responsabilité et suis reparti en mission à l'étranger. Je me suis senti très utile pour mon pays, et c'est comme ça que j'ai tenu le coup. Je crois qu'il n'y a que les armées qui apportent un tel soutien. Elles ne nous ont jamais lâchés, ni moi, ni ma famille. Et aujourd'hui, alors que je viens de prendre ma retraite, je sais tout ce que je dois à l'institution. J'y suis certes rentré avec mes deux jambes, mais j'en repars les épaules larges et la tête haute ! »

Florence Combet Administratrice civile hors classe, chef du département carrières et compétences au service ressources humaines civiles du Secrétariat général pour l'administration, 51 ans

« Après des débuts au sein de la fonction publique territoriale, j'ai entamé ma carrière au ministère de la Défense en 1999, en tant que secrétaire administrative de classe normale. Une fois mon environnement appréhendé, j'ai voulu rapidement entrer dans une démarche de progression professionnelle. Sur une période d'une dizaine d'années, j'ai alterné concours et changements de poste, toujours dans les ressources humaines, en saisissant les opportunités qui se présentaient. Cette démarche m'a permis d'accéder au corps des administrateurs civils en 2010. Riche de mon expérience, au terme de ma formation à l'ENA, j'ai choisi de réintégrer la Défense pour y exercer de nouvelles fonctions. Aujourd'hui, en tant que manager, j'accompagne mes collaborateurs dans la construction de leur projet professionnel et je les aide dans la préparation de leur concours ou dans le choix de leur poste, afin que chacun d'eux puisse être porteur de sa propre évolution. Dans notre administration, les perspectives d'évolution professionnelles sont réelles, il faut avant tout savoir les saisir ! »



La liberté d'évoluer

Commandant Julien Commandant en second de l'escadron de transport 3/62 Ventoux, 38 ans

« Je me suis engagé à 17 ans et j'ai intégré l'École d'enseignement technique de l'armée de l'Air de Saintes. L'établissement m'a permis d'entamer une carrière de sous-officier et en 1998 j'ai été muté à Orange en tant que mécanicien radar au sol. Trois ans plus tard, par curiosité et volonté d'amélioration, j'ai intégré l'École militaire de l'Air. À son issue, je suis passé officier et j'ai changé de métier. En 2004, j'ai décroché mon brevet de pilote de chasse et, en 2006, j'ai à nouveau changé de filière pour rejoindre la communauté du transport sur Casa. Une fois en escadron, j'ai passé les différentes qualifications, puis, après un séjour en outre-mer, j'ai rejoint l'état-major de l'armée de l'Air en 2013. Aujourd'hui, de retour en unité opérationnelle, je m'appête à passer le concours de l'École de guerre qui, je l'espère, me permettra d'obtenir dans les années à venir un poste à responsabilité avec une forte dimension humaine. Une carrière riche qui me laisse penser que si l'on est motivé et que l'on sait se fixer des objectifs, l'institution nous donne l'opportunité de faire ce dont on a réellement envie. »

”



“

Lieutenant de vaisseau Martial

Commandant en second du chasseur de mines *Andromède*, 47 ans

« C'est le témoignage à la télévision du seul rescapé d'un crash d'hélicoptère, un fusilier commando, qui m'a donné envie de m'engager. Un an plus tard, en 1985, j'ai rejoint l'École des mousses à Brest. Après plusieurs mois de persévérance, je suis devenu fusilier commando et j'ai intégré le commando de Penfentenyo. Si la détermination, les préparations physique et intellectuelle ont été, tout au long de ma carrière, des facteurs clés de ma réussite, savoir se remettre en question a été tout aussi indispensable. En 1993, alors que j'étais second maître, j'ai décidé de réorienter ma carrière et d'élargir mes prérogatives. J'ai alors décroché mon brevet de plongeur démineur. Entre missions de sauvetage en mer et déminage, j'ai trouvé mon équilibre. Ma hiérarchie a remarqué ma passion pour ce métier et m'a encouragé à devenir officier. À l'issue de ma formation à l'École navale, j'ai obtenu le grade d'enseigne de vaisseau. J'ai alors été déployé sur la frégate *Chevalier Paul* en tant qu'expert de la neutralisation et de la destruction d'explosif durant l'opération Harmattan. Mais j'adore les challenges ! À mon retour, j'ai donc décidé de poser ma candidature pour devenir chef de quart. Comme j'avais dépassé la limite d'âge, j'ai obtenu une dérogation. Aujourd'hui, je suis commandant en second du chasseur de mines *Andromède*. Je ne me suis jamais mis de barrières, je n'ai jamais pensé que mes rêves étaient inaccessibles. L'institution offre des possibilités, à chacun de pouvoir les saisir ! J'ai appris à ne jamais renoncer, ma volonté a payé. »

Service militaire volontaire

Une nouvelle chance

Afin d'aider des jeunes en difficulté, la Défense a décliné en métropole le service militaire adapté existant en outre-mer. Le président de la République a inauguré le 29 octobre le premier centre, situé à Montigny-lès-Metz, au sein duquel 90 volontaires ont fait leur rentrée.



Dès leur arrivée, le 15 octobre, au centre de Montigny-lès-Metz, les jeunes ont signé leur contrat d'engagement au service militaire volontaire.

O. DEBES@ARMÉE DE TERRE

« **C'**est une mission spécifique que l'on nous a confiée. Une mission profondément humaine. L'enjeu, pour ces jeunes, est immense, il est porteur d'avenir et d'espoir », explique le lieutenant-colonel Christian Dugast, commandant le centre du service militaire volontaire (SMV) de Montigny-lès-Metz (Moselle). Le SMV, organisme militaire d'insertion socioprofessionnelle, accueille depuis le 15 octobre près d'une centaine de volontaires souhaitant bénéficier d'une nouvelle chance.

Ce dispositif, né de la volonté du président de la République, délivre une formation militaire, citoyenne ainsi qu'une formation professionnelle à des jeunes très éloignés de l'emploi, en rupture sur le plan social et professionnel. Il transpose en métropole un modèle existant depuis plus de cinquante ans qui a fait ses preuves dans les départements d'outre-mer, le service militaire adapté (SMA). En 2014, plus de 5600 jeunes ont intégré ce dispositif ultra-

celui de Brétigny-sur-Orge (Essonne), le 3 novembre, et celui de La Rochelle (Charente-Maritime), le 13 janvier prochain. À Montigny-lès-Metz, la première phase d'apprentissage a débuté par une formation militaire initiale comprenant, entre autres, les droits et devoirs du militaire, l'acculturation au terrain et un entraînement sportif progressif. « Je savais à quoi m'attendre en venant ici, commente Jocelyn, stagiaire. Cette première semaine représente une véritable transition avec ma vie d'avant, plutôt inactive. Ce n'est pas tous les jours facile, mais ça me plaît et je veux m'en sortir. »

Cet apprentissage est placé sous le regard d'une cinquantaine de cadres issus de l'armée de Terre ayant, pour certains d'entre eux, comme l'adjudant de Poulpiquet, une grande expérience au sein du SMA. « J'y ai appris à commander différemment, explique le chef de section, car ici on ne forme pas des combattants. Notre objectif est avant tout d'apporter un cadre structurant aux volontaires

et de les écouter afin qu'ils s'épanouissent, reprennent confiance et se réinsèrent professionnellement. » Pour créer les conditions optimales à l'accueil de ces jeunes, les chefs de section et les gradés d'encadrement ont suivi des cours de pédagogie adaptée délivrés par des formateurs de l'École nationale des sous-officiers d'active. « Cette formation nous a donné les bases pour créer des séances de formation interactives, explique l'adjudant Kamel Aboulaich. Il est important qu'ils sortent de leur isolement et se réintègrent dans la société. » Des modules de formation civique et une initiation aux gestes élémentaires de premiers secours compléteront cet apprentissage. Ils passeront le permis B et ceux qui en auront besoin bénéficieront d'une remise à niveau scolaire visant à reprendre les savoirs de base (lire, compter, écrire).

En adéquation avec les bassins d'emploi

Après cette première phase, les jeunes seront qualifiés dans des centres de formation professionnelle ou dans des entreprises comme la SNCF, PSA Peugeot Citroën ou Disney. Ces dernières ayant communiqué au SMV leurs besoins en personnel par secteur, les volontaires vont recevoir une formation spécifique dédiée à ces postes. « Il y a des intérêts partagés, car un certain nombre d'entreprises ne trouvent pas la ressource dont elles ont besoin sur le marché du travail », explique le général Pillet, commandant du SMV. L'offre de métiers du dispositif correspond au plus près à la réalité des bassins d'emploi. Le SMV se charge de l'apprentissage des prérequis jusqu'au certificat de qualification professionnelle, offrant ainsi aux futurs employeurs différentes possibilités, allant de l'emploi immédiat aux divers contrats d'insertion professionnelle (contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation).

« J'ai longtemps cherché un emploi ou de l'aide pour m'en sortir, mais à force de ne recevoir aucune réponse, parfois, on coule, témoigne Maryline, volontaire. Ici, bien que je ne possède aucune expérience, on m'a confié des responsabilités. Cela nous met une pression positive. Avoir un but et se lever tous les matins pour l'atteindre aide à avancer et à reprendre de l'assurance. » La crainte d'un décrochage en cours de

formation est limitée car durant cette période les jeunes bénéficient d'un accompagnement individualisé grâce à un encadrement militaire de proximité, d'une solde et d'un logement en caserne.

Afin de recruter des stagiaires, l'état-major du SMV et les cadres d'active des trois centres ont étroitement collaboré avec les acteurs politiques régionaux, les entreprises, les élus locaux, les missions locales et les milieux associatifs. « Pôle Emploi, les collectivités territoriales, l'Éducation nationale, mais également les chambres de commerce et d'industrie ainsi que les chambres consulaires ont participé à cette véritable mobilisation générale. Ce maillage entre les différents acteurs économiques va également, à terme, favoriser l'insertion de ces jeunes en entreprise », souligne le lieutenant-colonel Christian Dugast.

À la fin de leur cursus au sein du SMV, les jeunes obtiendront un certificat d'aptitude personnelle à l'insertion (Capi). Reconnu en outre-mer, le Capi n'a pas encore fait ses preuves en métropole, mais, grâce à l'investissement de l'État, notamment du ministère de la Défense, des collectivités locales et des entreprises partenaires, les volontaires bénéficieront d'atouts pour intégrer le marché du travail. Il s'agit aussi d'encourager les entreprises à proposer aux jeunes issus du SMV des parcours valorisés pour les amener à progresser dans leur domaine professionnel. Mais avant le bilan, l'heure est à l'observation. ■

Sandra Lewinski et Noémie Beillon

Le président de la République, qui inaugurerait le centre de Montigny-lès-Metz, a rencontré les volontaires.



Lycée naval de Brest

Passerelle pour les grande

L'établissement scolaire militaire offre une classe préparatoire aux études supérieures et une autre aux grandes écoles. Sélectionnés sur dossier, les 140 étudiants, originaires de tous les milieux, ne paient pas de frais de scolarité ni de pension. Un quart d'entre eux sont boursiers.



J.-P. PONS/MARINE NATIONALE

Cours de mathématiques appliquées dans un laboratoire de sciences de l'ingénieur. Le fait de porter un uniforme favorise l'intégration des élèves.

Une formation de qualité sur un site unique, les classes préparatoires du Lycée naval de Brest offrent la possibilité aux bacheliers de tous horizons de réussir un jour les concours des grandes écoles d'officiers de la Défense, plus spécialement celui de l'École navale. Aujourd'hui, le Lycée naval accueille 140 étudiants en classes préparatoires aux études supérieures (CPES) et en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). La sélection des

étudiants se fait avant tout au mérite et ouvre aux plus prometteurs les portes des grandes écoles.

La CPES voit le jour en 2008 après le lancement du Plan égalité des chances du ministère de la Défense. « Notre objectif était d'entrer dans le dispositif d'aide sociale et de rompre avec l'autocensure de certains élèves de terminale sur les prépas, explique Damien Ganier, proviseur du Lycée naval. Ils s'interdisaient d'y penser parce que leurs parents n'avaient pas fait d'études

es écoles

ou n'avaient pas les moyens de financer les études de leurs enfants. » L'objectif d'une CPES est d'intégrer une CPGE pour ensuite passer les concours des grandes écoles (École navale, École spéciale militaire de Saint-Cyr, École de l'air, École nationale supérieure des ingénieurs de l'infrastructure militaire et École nationale supérieure de techniques avancées). Pour cela, l'étudiant doit consolider ses connaissances et surtout acquérir des méthodes de travail efficaces. Pour accéder aux CPES et CPGE du Lycée naval, les jeunes bacheliers doivent passer par une procédure d'admission postbac classique et par un test d'aptitude médicale propre au monde militaire. « Nous n'avons pas de quota minimum d'élèves boursiers, d'autant plus qu'une fois en CPES ou en CPGE, les frais de scolarité sont gratuits pour tous. Mais nous sommes très attentifs à la situation de chacun lors de l'admission postbac », assure Damien Ganier. Une fois en classe préparatoire au Lycée naval, les étudiants ne déboursent aucun frais de pension ou de trousseau et touchent une petite solde de 80 euros par mois. Les élèves boursiers, soit près d'un quart des effectifs, peuvent prétendre à des aides de l'Action sociale des armées, notamment pour rentrer dans leur foyer lors des vacances scolaires.

Un programme adapté aux besoins des élèves

Chaque lycée de la Défense possède une spécialité. Ainsi, les classes préparatoires du Lycée naval de Brest proposent une préparation scientifique afin d'accéder à l'École navale. Une préparation qui, en CPES, est adaptée aux élèves. Le programme scolaire a été pensé par les professeurs, selon leurs besoins, puis validé par l'Éducation nationale. « La CPES représentait un nouveau défi, explique Thomas Baruchel, professeur de philosophie et d'informatique au Lycée naval. Ce nouveau projet a bénéficié d'une mise en place spécifique sur le plan pédagogique. Pour ces élèves, je ne reviens pas sur ce qu'ils ont vu en terminale. Le but est de proposer une classe différente où l'accent est mis sur l'ouverture d'esprit. » Un sentiment partagé par Frantz Barrault, profes-



J.-P. PONS@MARINE NATIONALE

Deux élèves étudient dans leur chambre.

seur de mathématiques : « Dès le début de l'année, nous travaillons en équipe avec d'autres professeurs. Nous expliquons bien aux élèves les avantages de la CPES. Notre but est de les emmener le plus loin possible. Nous sommes très présents pour eux et très attentifs. » Des professeurs prévenants qui accompagnent au plus près leurs étudiants. « Entre les élèves, il n'y a aucune tension engendrée par les différences de milieu, souligne Frantz Barrault. L'intégration est réussie dès le début de l'année scolaire. L'uniforme y aide beaucoup. »

Seul établissement support d'une CPES en Bretagne, le Lycée naval offre un cadre idéal aux étudiants qui souhaitent devenir officiers de la Marine nationale. « Nous sommes pleinement tournés vers la mer, souligne le capitaine de frégate Jacques Brochard, directeur adjoint du Lycée naval. Pendant la CPES, nous faisons découvrir toutes les facettes de la Marine. Chaque mois, des dîners sont organisés avec des officiers de toutes les branches afin qu'ils parlent de leur métier aux jeunes. Nous organisons également des visites de bâtiments. Le but est de tester ou de conforter leur motivation. Mais la majorité de nos jeunes ont la vocation. » Spécificité de la structure, les étudiants en classes préparatoires (qui gardent leur statut de civils) bénéficient de la possibilité de fréquenter quotidiennement les élèves militaires de l'École de maistrance et de l'École des mousses.

Un environnement militaire appuyé par un encadrement spécifique pour préparer ces jeunes à l'avenir auquel ils aspirent. « En tant qu'officier, mon rôle est d'inculquer des valeurs, explique le capitaine de frégate Jacques Brochard. Nous leur faisons découvrir la cohésion, le dépassement de soi, l'esprit d'équipage, etc. Au-delà de l'apprentissage d'un savoir-faire, nous enseignons un savoir-être. » Aujourd'hui, le Lycée naval souhaite rayonner davantage dans toute la France pour rechercher des étudiants brillants et motivés. Une opportunité pour beaucoup de jeunes d'intégrer des classes préparatoires, quelle que soit leur région d'origine. ■

Camille Martin

Aider les jeunes de tous les horizons

Un ancien élève en difficulté aujourd'hui réserviste local à la jeunesse et à la citoyenneté et deux élèves en classes préparatoires au Lycée naval de Brest n'ont a priori pas grand-chose en commun. Si ce n'est que la Défense leur a donné ou leur donne des clés pour leur avenir.



Commandant Abdelatif Bounouar

Coordinateur jeunesse pour la mairie de Cavaillon (Vaucluse) et réserviste local à la jeunesse et à la citoyenneté, 36 ans

« J'étais loin d'être un élève modèle au collège. Au niveau comportement et scolarité, on frisait la catastrophe. J'ai fait l'objet de multiples conseils de discipline, chacun entraînant un changement d'établissement. Et puis ma rencontre avec un capitaine de gendarmerie a tout changé. Nous avons eu plusieurs discussions assez franches sur mon attitude et sur mon avenir. Il m'a fait découvrir le monde militaire et la gendarmerie. En observant ces pères de famille, ces jeunes, risquer leur vie pour un pays, je me suis interrogé. Quand on discutait ensemble, ils évoquaient les valeurs républicaines, la nation, la patrie. À leur contact, j'ai pris conscience de certaines choses. Cela m'a incité à me replonger dans les études. Depuis, j'ai gardé un lien fort avec l'institution. En 2012, avec le soutien du lieutenant-colonel Andrés Garcia, coordonnateur réserve citoyenne/réserve locale à la jeunesse et à la citoyenneté (RLJC) pour la zone de défense Sud-Est, je suis devenu RLJC. À travers cette fonction, j'interpelle les jeunes des quartiers sur la Défense. Ils sont comme moi au même âge. Je sais comment leur parler. Fils d'immigrés ou pas, dans l'armée tout le monde est le bienvenu. Avec l'uniforme, les différences sont gommées. Cela donne un melting-pot magnifique, qui rassemble des personnes venant de tous horizons pour défendre leur nation. »



Bérangère Brunet-Lecomte

En classe préparatoire aux études supérieures, Lycée naval de Brest, 17 ans

« Depuis la classe de 3^e, je souhaite être ingénieur, et j'ai toujours été admirative des militaires. Je viens de Lyon et j'ai trouvé cette classe préparatoire un peu par hasard en surfant sur Internet. Fraîchement arrivée au Lycée naval, je suis très contente de l'ambiance d'entraide qui règne ici. Surtout entre les filles, parce que nous ne sommes pas nombreuses. La classe préparatoire aux études supérieures (CPES) est une année pour se remettre à niveau et découvrir le monde militaire. J'aimerais beaucoup visiter un sous-marin, c'est tellement atypique. L'état d'esprit qui règne ici peut se résumer par... On est tous dans le même bateau ! »

Clément Isabet

En classe préparatoire aux grandes écoles, Lycée naval de Brest, 20 ans

« J'ai toujours voulu exercer un métier en rapport avec l'armée. Au départ, je n'étais pas spécialement attiré par la Marine. Mais, en arrivant au Lycée naval, j'ai découvert un monde auquel j'ai maintenant envie d'appartenir. Avant d'intégrer cette classe préparatoire, j'ai fait une CPES, qui a fonctionné comme un véritable tremplin. En classe préparatoire, le rythme est beaucoup plus important et il faut trouver sa propre organisation. Tout est une question de volonté. Le fait d'être dans cet établissement est rassurant et c'est déjà une fierté, que l'on vienne d'une famille de militaire ou non. »

Les musiciens dan



Invitée surprise du musée de la Grande Guerre, la musique est à l'honneur avec l'exposition temporaire annuelle « Mon violon m'a sauvé la vie ». Celle-ci rend hommage aux musiciens de la Grande Guerre à travers un violoniste célèbre du début du xx^e siècle, Lucien Durosoir (1878-1955). « *L'exposition a été inaugurée le jour de la fête de la musique, le 21 juin dernier, et est ouverte jusqu'au 31 décembre. Encore une fois, nous avons souhaité mettre l'homme au cœur du sujet : le fil conducteur est Lucien Durosoir, dont le fils Luc nous a transmis un patrimoine familial très riche* »,

indique Lyse Hauteccœur, chargée de communication du musée. Le titre de l'exposition est tiré d'un extrait de la correspondance entre Lucien, alors sur le front, et sa mère. Plus de 1500 lettres ont été conservées et une quarantaine de compositions musicales inédites ont été découvertes par Luc Durosoir.

De Ravel à Webern

L'exposition revient également sur le destin d'une vingtaine de musiciens dans la Grande Guerre, de

s la tourmente

À l'affiche du musée de la Grande Guerre de Meaux jusqu'au 31 décembre, l'exposition « Mon violon m'a sauvé la vie » retrace la destinée du violoniste français Lucien Durosoir dans les tranchées ainsi que celle de célèbres musiciens. On y découvre notamment l'ingéniosité des poilus pour fabriquer des instruments ainsi que la volonté de certains officiers de les préserver des combats.

des douilles – des instruments de musique. Il existe un véritable artisanat de tranchée dans ce domaine », évoque Lyse Hautecœur. D'ailleurs, l'exposition propose deux pièces rares: le violon de Lucien Durosoir, envoyé par sa mère jusque sur le front en 1915, et le « Poilu du Maréchal », violoncelle fabriqué dans une caisse de munition allemande pour Maurice Maréchal (1892-1964), l'un des plus grands musiciens de la première moitié du xx^e siècle. « Près de cent ans après avoir joué l'un à côté

de l'autre, en plein milieu du conflit, ces deux instruments se retrouvent aujourd'hui face à face. C'est très émouvant », souligne la chargée de communication du musée.

« Les musiciens du Général »

Très vite, les officiers généraux perçoivent l'importance des pertes dans les combats. L'un d'entre eux, sensible à la musique, détecte de grands musiciens parmi les combattants. Est-ce qu'il y a eu une volonté de préserver les artistes pour conserver un patrimoine? Nul ne le sait. Mais des fonctions spécifiques, un peu plus éloignées des combats meurtriers, sont données aux grands musiciens. Lucien Durosoir, après avoir ■■■

Maurice Ravel à Claude Debussy, en passant par Rudi Stephan, compositeur allemand, ou encore l'Autrichien Anton Webern. Elle rappelle que « la musique est universelle et qu'elle est omniprésente. Elle sert à donner nombre de consignes: le clairon sonne l'heure du repas mais aussi l'assaut et la démobilisation. La musique permet aussi de s'évader des combats, l'art remonte le moral. C'est pourquoi les poilus fabriquaient parfois, avec ce qu'ils avaient sur place – des bidons, des restes d'instruments,

■ ■ ■ été fantassin, sera brancardier puis colombophile. Les uns, à l'ouïe fine, seront chargés du télégraphe, les autres deviendront vague-mestres. Le général Mangin créera un ensemble de musique de chambre dont feront partie Lucien Durosoir, André Caplet et Maurice Maréchal. Ils porteront le nom de « musiciens du Général ». Après guerre, Lucien Durosoir ne touchera plus à un violon mais écrira des compositions jouées pour la première fois en 2015 par l'ensemble Calliopée, formation de musique de chambre résidant au musée de la Grande Guerre (CD disponible dans le catalogue de l'exposition). Si le premier conflit mondial a fait basculer les sociétés, il a transformé le visage de l'art musical des XIX^e et XX^e siècles. L'exposition « Mon violon m'a sauvé la vie » le prouve à ses visiteurs, petits et grands, qui auront l'occasion de s'essayer au piano ou de composer, sur tablette, des partitions musicales. ■

Flora Cantin



En haut et ci-contre : l'exposition réunit des instruments de musique ayant servi au front et propose documents et animations multimédia.

Ci-dessus : partition de *La Française*, chant héroïque de la Grande Guerre dont Saint-Saëns a composé la musique.

Le musée de la Grande Guerre du pays de Meaux

Fin août 1914, les forces allemandes s'approchent dangereusement de Paris. Début septembre, ils sont à moins de cinquante kilomètres de la capitale. Soldats français et britanniques doivent coûte que coûte arrêter cette avancée. Le 5 septembre 1914 débute alors la première bataille de la Marne. Elle durera 7 jours et fera 112 000 morts et disparus du côté des alliés, 83 000 chez leurs adversaires. Le pays de Meaux, situé à une cinquantaine de kilomètres de Paris, est alors au cœur de la bataille. Au sein de la zone des combats, le musée de la Grande Guerre du pays de Meaux, qui a ouvert ses portes en 2011, propose une exposition permanente étendue sur 3 000 m² et une collection de 60 000 objets. Il revient sur l'après 1870, révélant à travers des affiches ou des livres d'écolier une société française qui a soif de vengeance. Le lieu présente les violents combats du premier conflit mondial, ainsi que leurs conséquences, entraînant un bouleversement des sociétés. « À travers ce musée, comme à travers les expositions temporaires, nous souhaitons mettre l'homme en avant. Le public y découvre une collection très généraliste et diversifiée.

Nous évoquons tous les pays belligérants, car, quel qu'ait été leur camp, les soldats ont vécu les mêmes souffrances. C'est un musée que l'on peut visiter en famille, il offre une approche ludique pour les enfants », commente Lyse Hauteœur, chargée de communication du musée. Enfants et adultes y découvrent des tranchées reconstituées, divers objets ayant appartenu aux poilus, un pigeonnier de campagne ou encore l'un des célèbres taxis de la Marne. La boucherie des combats n'est pas évoquée brutalement. Peu d'images de soldats tués sont exposées, mais on y découvre des hommes blessés physiquement et moralement, des hommes tentant de vivre malgré tout : poilus mangeant, dormant, attendant, se lavant, partant à l'assaut, ramenant des blessés et même chantant dans les tranchées.

Informations pratiques

Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux, rue Lazare Ponticelli, Meaux, Seine-et-Marne – ouvert tous les jours sauf le mardi, de 9 h 30 à 18 heures. Plein tarif : 10 euros.



Votre vocation est de défendre la paix, la nôtre est de vous assurer.

Parce que vous vous engagez pour les autres, GMF s'engage pour vous en vous proposant, par exemple, d'assurer votre véhicule même lorsque vous l'utilisez pour des déplacements professionnels, sans supplément de cotisation. Et pour aller plus loin, GMF propose des garanties spécifiques liées à votre métier de militaire : votre paquetage assuré, des réductions sur votre assurance si vous habitez et stationnez dans l'enceinte militaire, une assistance supplémentaire si vous êtes en mission, ou encore une garantie perte de revenu (solde et primes) en cas d'arrêt de travail.

Rejoignez GMF - 1^{er} assureur des agents des services publics.

Recommandé par le



(1) Offre réservée aux personnels des armées, la 1^{ère} année à la souscription d'un contrat d'assurance auto, valable jusqu'au 31/12/2015. (2) Offre réservée aux personnels des armées, adhérents du GMPA, la 1^{ère} année à la souscription d'un 1^{er} contrat d'assurance auto GMF, valable jusqu'au 31/12/2015.

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés.
Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Paris 775 691 140 - Siège social : 76, rue de Prony - 75857 Paris Cedex 17 et sa filiale GMF Assurances. Adresse postale : 45930 Orléans Cedex 9.



Chef au long cours

Cuisinier de formation, Christophe Ferreira s'engage dans la Marine nationale après son service militaire. Après avoir sillonné les mers et participé à plusieurs opérations extérieures, il officie aujourd'hui à Toulon et vient d'être désigné meilleur cuisinier militaire de France.

Chef cuisinier et officier marinier. Ces deux qualifications, a priori éloignées, se rejoignent en un homme : Christophe Ferreira, premier maître de la Marine à l'histoire singulière. Né en 1969 à Moulins, en Auvergne, Christophe a su très tôt qu'il voulait travailler en cuisine. Son père, charcutier-traiteur, ouvre avec sa femme un hôtel-restaurant à Coulevre (Allier). « *Ça nous a, ma sœur et moi, tout de suite plongés dans le bain.* » Dès son plus jeune âge, Christophe aide en salle comme en cuisine, avec une préférence pour cette dernière. Après un BEP hôtellerie option cuisine, il effectue à 20 ans son service militaire dans la Marine nationale.

Affecté pendant la majeure partie de son service sur la frégate anti-sous-marine *De Grasse*, il se retrouve sous les ordres du maître principal Rudelin. « *Lors du décès de ma mère, celui-ci s'est comporté comme un deuxième père pour moi, se souvient Christophe. Il a fait de moi le militaire que je suis aujourd'hui.* »

Le jeune matelot a envie de voir du pays, il décide donc de s'engager. Son souhait ne tarde pas à se réaliser en embarquant en 1990 sur le bâtiment-école *Jaguar* comme cuisinier. Six ans plus tard, il rejoint la frégate anti-sous-marine *Jean de Vienne*. « *Dans la Marine, la cuisine est très importante, voire essentielle, car elle joue beaucoup sur le moral des troupes*, précise-t-il. *En tant que cuisinier en haute mer, mon travail est jugé tous les jours, midi et soir.* » En juillet 2006, la frégate *Jean de Vienne*, sur laquelle il a

à nouveau été affecté deux ans auparavant, est déployée au large des côtes libanaises. Le 12, éclate la seconde guerre du Liban. « *Arrivés le 17 juillet, nous étions les premiers sur zone.* » Le 20, le *Jean de Vienne* est amarré dans le port de Beyrouth, sous la menace de missiles, pour procéder à l'évacuation vers Chypre de 300 ressortissants français et européens. Le bâtiment renouvelle quelques jours plus tard cette intervention. « *J'avais réellement l'impression d'être utile en faisant mon travail. Ce moment a été capital pour ma formation de militaire et d'homme*, souligne le premier maître. *Je suis militaire avant d'être chef cuisinier.* » Affecté à partir de septembre 2007 sur

l'impression de faire quelque chose de bien en tendant la main à des personnes qui en avaient besoin. »

Depuis 2013, Christophe Ferreira est chef de cuisine de l'un des plus importants restaurants militaires de France, Titan, à Toulon, servant près de 2000 repas quotidiens. Pour le premier maître, « *la cuisine est avant tout un échange. C'est parce que les chefs français ont cette capacité à communiquer avec leurs homologues que la cuisine française continuera à progresser et à briller.* » Quid de la cuisine moléculaire ? « *Avec le moléculaire, qui est plus proche de la physique que de la cuisine, une partie de l'âme de la discipline disparaît. On perd en chaleur, en proximité, en convivialité.* »

C'est avec le désir de porter ces valeurs que cet aficionado de Georges Blanc – chef triplement étoilé à la cuisine traditionnelle et généreuse – a participé à la première édition du Trident d'or, qui

« *Dans la Marine, la cuisine est très importante, car elle joue beaucoup sur le moral des troupes.* »

le bâtiment de transport de chalands et de débarquement *Siroco*, Christophe Ferreira est déployé au large de l'Afrique centrale dans le cadre de l'opération *Corymbe*. En janvier 2010, le navire, amarré à Dakar (Sénégal), reçoit l'ordre de mettre le cap sur les Antilles. Haïti vient d'être frappé par un violent séisme qui a détruit la majeure partie de ses infrastructures et causé d'importantes pertes humaines. « *Je me souviens de la petite Charlène qui, après avoir passé 15 jours sous les décombres, est venue sur le Siroco pour subir une intervention au bloc opératoire et y effectuer sa convalescence. J'ai eu*

désigne le meilleur cuisinier militaire de France. En compagnie de son homologue civil et ami Laurent Mari, ils ont préparé la finale de ce concours qu'ils ont remporté haut la main, « *comme un seul homme* », affirme le premier maître Ferreira. C'est un « *magret de canard rôti avec sphère de carotte et chausson condimenté* » qui a permis au duo de conquérir les cœurs et les papilles. « *La preuve que nous ne sommes pas que des cuisiniers de tambouille et que nous savons aussi proposer des repas gastronomiques* », conclut le lauréat. ■

Domenico Morano



©COLLECTION PERSONNELLE

Christophe Ferreira en six dates

1987 | BEP hôtellerie
option cuisine

2003 | Intervention sur les incendies
dans le sud-est de la France avec
les marins-pompiers de Marseille

2010 | Aide humanitaire
à Port-au-Prince (Haïti)

1990 | Engagement dans
la Marine nationale

2006 | Évacuation de ressortissants
français et européens
à Beyrouth (Liban)

2015 | Lauréat du concours
Trident d'Or



Le comte Jacques Antoine Hippolyte de Guibert (1743-1790)

Général de l'armée royale, inspiré par les pensées des philosophes de son temps, il a rédigé plusieurs livres concernant le domaine militaire. Son *Essai général de tactique*, paru en 1770, est considéré comme une œuvre de référence, citée par Frédéric II, Napoléon et Clausewitz.

©PHOTO 12

Siècle des Lumières

Quand la guerre s'humanise

La paix d'Utrecht, en 1713, donne naissance à un nouvel équilibre européen que tous les acteurs souhaitent préserver. La guerre reste légitime, mais sa pratique est bouleversée : toute forme de conquête est désormais condamnée pour des raisons économiques, politiques et morales.

Le comte de Guibert, un des principaux écrivains militaires du XVIII^e siècle, écrivait en 1779 : « *Aujourd'hui les guerres sont devenues moins cruelles. Hors des combats, on ne répand plus le sang, on respecte les prisonniers, on ne détruit plus les villes, on ne ravage plus les campagnes.* » De fait, le siècle des Lumières représente une période d'atténuation de la violence guerrière, le plus souvent confinée dans l'espace du champ de bataille. L'expression « guerre en dentelles », à laquelle on associe parfois cette modération, n'en demeure pas moins caricaturale, et surtout doublement trompeuse. D'une part, elle fait oublier que la guerre au XVIII^e siècle, même limitée au champ de bataille, n'en était pas moins meurtrière : plus de 20 000 hommes périrent ainsi à Malplaquet (Nord), en 1709. D'autre part, elle laisse entendre que le principal facteur d'humanisation des conflits résiderait dans le raffinement des mœurs, condition peut-être nécessaire mais en aucun cas suffisante. L'émergence de ce que l'on appelle alors « la guerre en forme » dépend d'un ensemble de facteurs, au premier rang desquels figure le caractère des buts de guerre et des objectifs stratégiques qui en découlent.

Ébauche d'un droit international

Ces buts de guerre s'inscrivent dans le contexte international qui suit la paix d'Utrecht, en 1713, où s'est élaborée l'idée d'un équilibre européen.

La préservation de cet équilibre fonde l'ébauche d'un droit international, que l'on appelle alors le droit des gens, dont l'ambition est d'empêcher toute prépondérance d'un État en Europe. Cette préoccupation n'entraîne pas une condamnation de la guerre (il existe des guerres justes) mais de toute forme de conquête. Celle-ci est non seulement

devenue illégitime, elle est également considérée comme dangereuse pour le vainqueur. Dangereuse économiquement, car les conquêtes augmentent les impôts et ruinent le commerce, elle l'est aussi politiquement : tout ce qui agrandit un pays au-delà d'une certaine limite conduit au despotisme, et un territoire trop étendu affaiblit la puissance réelle de l'État. Dans la continuité de Montesquieu, Guibert appelle à distinguer « *la puissance véritable fondée sur la bonne proportion et constitution d'un État, d'avec l'apparence de la puissance, fondée sur une trop grande extension des possessions* ». Pour la France de Louis XV et de Louis XVI, le temps des conquêtes est passé.

De telles représentations influencent la détermination des objectifs politiques et

donc stratégiques des conflits. L'ennemi n'est plus cet autre absolu des guerres de Religion. Il partage un même système de valeurs dans une Europe perçue comme culturellement homogène, sauf sur ses marges. Ce qu'on a appelé le cosmopolitisme des Lumières en est la principale illustration. Les buts de guerre consistent en la recherche d'avantages territoriaux qui, à la fin des hostilités, demeureront un objet de négociation. Et l'objectif stratégique s'adapte à cette finalité politique : pourquoi ravager le territoire ou tenter de détruire l'armée d'un adversaire avec lequel on sera contraint

Pourquoi ravager le territoire ou tenter de détruire l'armée d'un adversaire avec lequel on sera contraint de négocier ?

de négocier ? Concernant l'être humain, on voit naître une sincère compassion pour les blessés. Louis XV, à la bataille de Fontenoy, en 1745, ordonne qu'on soigne les blessés des deux camps. L'usage de certaines armes, comme la mitraille, commence à poser problème. En 1758, à la bataille de Krefeld, une délégation anglaise apporte des débris d'une boîte à mitraille au Comte de Clermont, sommé de se justifier.

Épargner les hommes

La théorie militaire se charge alors d'une exigence morale, celle d'économiser les vies humaines : « *On éviterait de faire tuer bien des hommes que détruit le défaut de science* », écrit au début du siècle le maréchal de Puysegur. Sans oublier que ce souci d'épargner les ■■■

■■■ hommes correspond autant à des considérations humanitaires qu'économiques, dans des armées professionnelles où le soldat coûte cher.

Un autre élément modérateur réside dans la représentation de la bataille comme guerre concentrée, et dans l'une de ses conséquences concrètes : les réticences à mettre en œuvre une exploitation de la bataille par la poursuite. Lancer sa cavalerie, puis l'infanterie, pour briser un adversaire qui se replie, les généraux du XVIII^e siècle conçoivent bien les avantages de cette entreprise, mais hésitent à y recourir, et pas seulement pour des raisons morales. Même le roi de Prusse Frédéric II, le plus inventif et le plus audacieux des chefs de guerre de son temps, n'a jamais pleinement réalisé cette manœuvre qu'il disait souhaiter dans ses instructions ou sa correspondance. D'abord, il existe chez lui une obsession fondée de la désertion. Pendant la guerre de Sept Ans (1756-1763), son armée a vu s'échapper plus de 70 000 déserteurs. La crainte de la désorganisation était tout aussi fondée. Dans la plupart des cas, en effet, l'ensemble de l'armée vaincue sur

le champ de bataille n'a pas été engagé. Il peut notamment subsister des unités fraîches de cavalerie, toujours redoutables contre une armée en marche. À la peur du harcèlement s'ajoute celle que des forces se regroupent derrière un obstacle naturel.

Des poursuites hasardeuses

En ce qui concerne la logistique, les armées du XVIII^e siècle restent tributaires des magasins d'approvisionnement et des lignes de communication. Dès lors, comment poursuivre efficacement sur de grandes distances quand on ne vit pas sur le pays ? Et puis il y a les blessés, et l'attention qu'on leur porte. Après sa victoire de Hohenfriedberg, contre les Autrichiens, en 1745, le roi de Prusse engage une poursuite avec un fort détachement. Il parle dans une lettre à son ministre Podewils de « couronner l'œuvre » et de poursuivre l'adversaire « jusqu'à Koeniggratz », à plus de 80 kilomètres. Mais il n'a pu réaliser ce projet : la retraite de l'ennemi était couverte par une arrière-garde composée de troupes intactes, les Prussiens étaient épuisés, les blessés

nombreux, et la logistique avait du mal à suivre. Enfin et surtout, la destruction des troupes autrichiennes et saxonnes n'était pas nécessaire aux objectifs politiques du roi de Prusse. L'impératrice Marie-Thérèse accumulait les défaites en Italie, la Flandre était perdue, et demeurait chez Frédéric l'idée d'obtenir une bonne paix négociée qu'un massacre ne pourrait que compromettre. Situés entre l'acharnement des guerres de Religion et celui des guerres nationales, les conflits du XVIII^e siècle européen ont, dans l'ensemble, représenté un moment d'humanisation des mœurs guerrières. Guibert a bien vu que ce processus procédait d'abord de la nature des buts de guerre : « Dans la plupart des pays d'Europe, écrit-il en 1772, les intérêts du peuple et ceux du gouvernement sont très séparés : le patriotisme n'est qu'un mot ; les citoyens ne sont pas soldats ; les soldats ne sont pas citoyens ; les guerres ne sont pas les querelles de la nation, elles sont celles du ministère ou du souverain... » ■

Thierry Widemann,
chargé de recherches au Service
historique de la Défense

Représentation de la bataille de Fontenoy par Henri Felix Emmanuel Philippoteaux (1873).



©PICTURE DESK



Vous projetez de devenir militaire, rejoignez nos rangs.
Vous êtes déjà militaire, donnez une orientation nouvelle à votre carrière.

L'EXPERTISE PÉTROLIÈRE MILITAIRE AU SERVICE DES FORCES LE SEA RECRUTE EN 2016

- ✓ Ingénieurs Militaires des Essences par concours sur titres
- ✓ Officiers Logisticiens des Essences par concours ouvert aux militaires et civils
- ✓ Sous-officiers du Service des essences des armées par concours ouvert aux militaires et civils (nomination au grade d'adjudant en fin de scolarité)
- ✓ Sous-officiers du soutien pétrolier par changement d'armée pour les militaires ou par sélection sur dossier pour le personnel extérieur à la Défense
- ✓ Militaires du rang de recrutement initial ou ultérieur

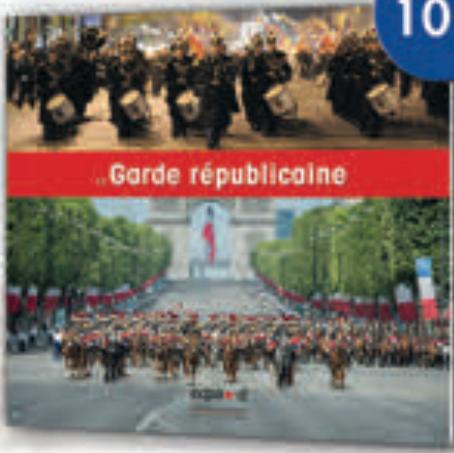


RETROUVEZ TOUTES LES INFORMATIONS RELATIVES AUX DIFFÉRENTS RECRUTEMENTS SUR:
WWW.DEFENSE.GOUV.FR/ESSENCES/RESSOURCES-HUMAINES
Contact : dcea.resp-formation.fct@intradef.gouv.fr



Livre photos
Format 21x 21-29 pages-58 photos

10 €

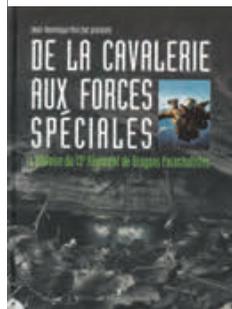


www.boutique.ecpad.fr

Toute l'armée en images
DVD - Livres - Photos



DE LA CAVALERIE AUX FORCES SPÉCIALES, L'histoire du 13^e régiment de dragons parachutistes



Héritier des « dragons de Monsieur » – le régiment de cavalerie commandé au XVIII^e siècle par le prince de Condé – le 13^e régiment de dragons parachutistes est une unité à part dans l'armée française. « *Personne ne nous ressemble* », reconnaît l'un de ses chefs de corps. Voir sans être vu, écouter sans bruit, collecter l'information au plus près de l'ennemi sans émettre le moindre signal : tel est le quotidien des invisibles du « 13 ». Chargés du renseignement en zone hostile, les parachutistes du 13^e RDP font partie de l'une des unités les plus prestigieuses des forces spéciales françaises. Cet ouvrage est le premier à décrire leur quotidien en opération. Un album inédit et passionnant.

Jean-Dominique Merchet, éd. Pierre de Taillac, 208 p., 35 €

DRACHENBRONN, base secrète du Hochwald

La base aérienne 901 Commandant de Laubier, plus couramment appelée Drachenbronn, ne possède ni piste d'envol, ni avion. Installée dans un ancien fort de la ligne Maginot, au cœur du massif alsacien du Hochwald, la base de Drachenbronn est depuis la fin des années 1950 l'un des principaux centres de détection et de surveillance de la défense aérienne française. Conçue à l'époque de la guerre froide, la base 901 sera en partie démantelée à partir de 2015. Cet album est le premier à retracer l'histoire méconnue de Drachenbronn, littéralement « la frontière du dragon », la base la plus secrète de l'armée de l'Air française.

Sous la direction du colonel Franck Berring, textes de Robert Galan, éd. Privat, 143 p., 24,90 €



AVIONS MYTHIQUES HIER ET AUJOURD'HUI

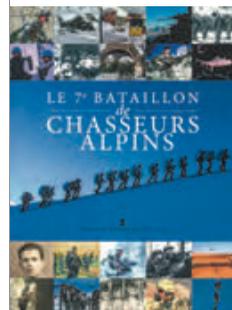
Morane-Saulnier, Mosquito, Curtiss P-40, Noratlas, Fouga Magister, de nombreuses associations font voler, le temps d'un meeting aérien, ces monstres sacrés de l'aéronautique militaire. Grâce à son fonds photographique unique en France,



l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) a conçu ce petit album pour mettre en perspective, sur une double page, les clichés de ces avions aujourd'hui restaurés et ceux, en noir et blanc, de leurs lointains ancêtres. Une publication de photographies souvent inédites, qu'il est aussi possible de commander directement, sur plusieurs supports et à différents formats, sur la boutique en ligne de l'ECPAD.

ECPAD, 66 p., 10 €, www.boutique.ecpad.fr

LE 7^e BATAILLON DE CHASSEURS ALPINS



Le 10 novembre 2011, le 7^e bataillon de chasseurs alpins (7^e BCA) a été cité à l'ordre de l'Armée. Durant près de dix mois, l'unité venait de mener dans les montagnes afghanes plus de soixante-dix opérations de sécurisation et de contre-insurrection. Depuis sa création, sous Louis-Philippe, le 7^e BCA a été engagé dans les batailles et sur les théâtres d'opérations les plus difficiles et les plus lointains. À partir de nombreux témoignages et de près d'un demi-millier de documents rares ou inédits, cet album retrace l'histoire de ce bataillon prestigieux continuellement présent dans l'histoire militaire française.

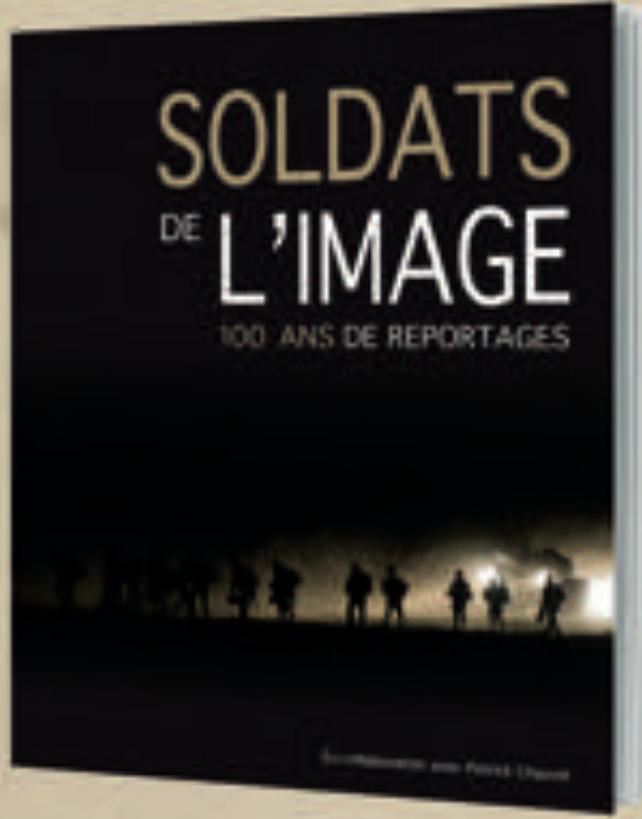
Sous la direction du colonel Lionel Catar, éd. Pierre de Taillac, 272 p., 29,90 €

ABCD'AIR DE LA CHASSE EMBARQUÉE

Au début des années 1920, un biplan Nieuport 21 se pose sur une plate-forme en bois de vingt mètres sur huit récemment installées à l'avant du *Bapaume*, un aviso. Avec ce premier appontement commençait l'histoire de l'aéronavale française. Aujourd'hui, le monde de la chasse embarquée offre un condensé de technologies, de rigueur et d'efficacité. Ce monde possède ses codes, ses procédures et un langage que ce petit dictionnaire décrypte méthodiquement. Un ouvrage pédagogique qui permet de découvrir, par les mots, l'univers des pilotes de la Marine nationale.



Philippe Nôtre, Stéphane Le Hir, éd. Privat, 235 p., 21 €



300 photos
304 pages

39 €

Code promo :
SOLDAT
-5%



sur www.boutique.ecpad.fr

Toute l'armée en images
DVD - Livres - Photos



Possibilité de paiement par chèque sur www.boutique.ecpad.fr
Pour tout renseignement : 01 49 60 59 88





MON ÉPARGNE ?

**BIEN TROP CAPITALE
POUR LA CONFIER
AU HASARD.**

**ASSURANCE VIE
Plan ÉPARMIL**

3,05% Taux de rendement net 2014**

Contactez votre conseiller

 32 22*

 agpm.fr

Je confie mon assurance-vie à un **GRUPE D'ASSURANCE MUTUALISTE** et **D'ÉTHIQUE MILITAIRE.**



** Avant prélèvement des contributions sociales.

© Sam Edwards / Caia Images / GraphicObession • AGPM Vie - Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code des assurances - SIRET 330 220 419 00015 APE 6511Z - Rue Nicolas Appert 83086 TOULON CEDEX 9 - Téléphone 04 94 20 25 93 - Télécopie 04 94 20 25 93 - Internet www.agpm.fr - *32 22 depuis la France métropolitaine (Service gratuit + prix d'un appel) et le + 33 4 94 61 57 57 depuis l'étranger (0900, P0M1 inclus) • 01 58 00 00 00 • ARMÉE D'AUJOURD'HUI

LA SOLIDARITÉ EST DANS NOS GÈNES

ASSURANCE, ÉPARGNE, SANTÉ, PRÉVOYANCE

